

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

---

LES  
**POUVOIRS DE LA COURONNE**  
EN ANGLETERRE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT  
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

PAR

**Joseph SIEDEL**



**MILLAU**  
IMPRIMERIE ARTIÈRES ET J. MAURY  
6, Boulevard de l'Ayrolle, 6

1908







LES POUVOIRS DE LA COURONNE EN ANGLETERRE

## FACULTÉ DE DROIT

---

- MM. VIGIÉ, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.  
BRÉMOND, Assesseur, professeur de Droit administratif.  
GLAIZE, professeur de Procédure civile, chargé des cours de Voies d'exécution et de Législation financière.  
LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Économie industrielles.  
CHARMONT, professeur de Droit civil.  
CHAUSSE, professeur de Droit romain.  
VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.  
DECLAREUIL, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.  
MARGAT, professeur de Droit civil.  
PERREAU, professeur de Droit civil approfondi.  
MOYE, professeur de Droit international public.  
RIST, professeur d'Économie politique.  
BARTHÉLEMY, agrégé, chargé du cours de Droit constitutionnel.  
ANTONELLI, chargé du cours d'Économie politique.  
LABORDERIE-BOULOU, chargé du cours d'Histoire du Droit (licence) et de l'Histoire du Droit privé (doctorat).  
ROCHETTE, secrétaire.

### MEMBRES DU JURY

MM. MOYE, *Président.*

|             |   |                    |
|-------------|---|--------------------|
| GLAIZE,     | } | <i>Assesseurs.</i> |
| BARTHÉLEMY, |   |                    |

---

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

THÈSE DE DOCTORAT.

# Les Pouvoirs de la Couronne en Angleterre.



Joseph SIEDEL



MILLAU

IMPRIMERIE ARTIÈRES ET J. MAURY

6, Boulevard de l'Ayrolle, 6

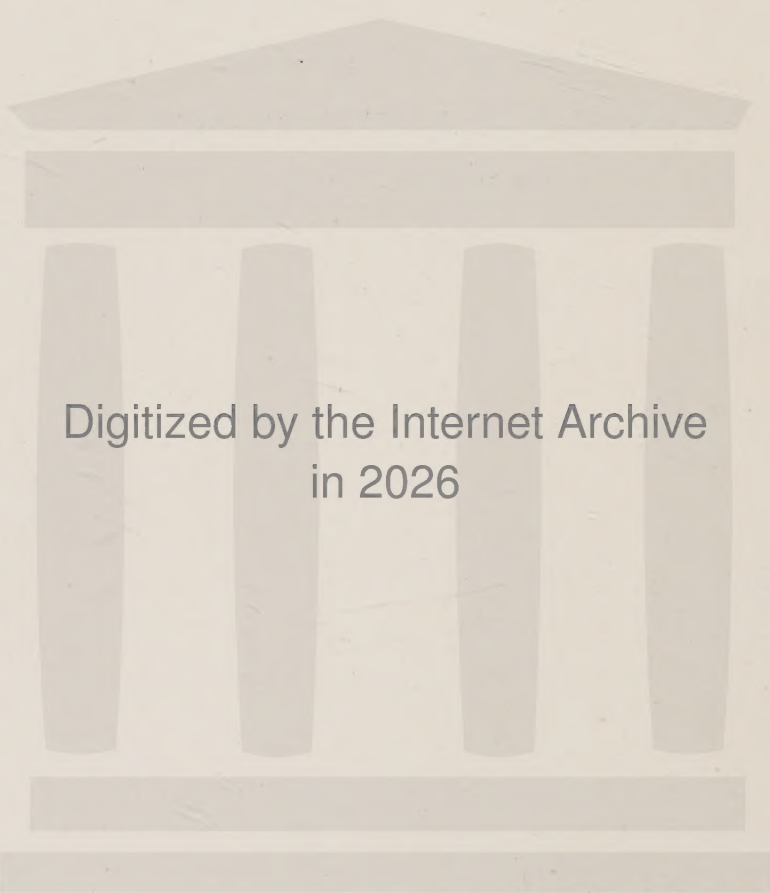
—  
1908



*A mon cher et excellent maître*

MONSIEUR LE PROFESSEUR MOYE,

MON PRÉSIDENT DE THÈSE



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## INTRODUCTION

---

### Les origines de la Monarchie Anglaise

---

La monarchie anglaise. — Ses origines. — Système gouvernemental anglo-saxon. — Le Roi. — Les Witans. — L'autorité royale. — Le pouvoir de la Couronne. — Organisation normande. — Conseillers de la Couronne. — Conseil du roi. — Conseil ordinaire. — Le conseil permanent. — La Curia regis ou Aula regis. — Tableau des pouvoirs du roi parvenu à l'apogée de sa puissance.

Parmi les diverses Constitutions qui ont été élaborées de tout temps, il n'en est pas, au point de vue du Droit Constitutionnel, qui présente à la fois plus d'intérêt et plus d'originalité que la Constitution Britannique. Nous allons, dans cette courte étude, essayer d'en donner un rapide aperçu en nous appuyant d'une façon particulière sur les Pouvoirs du Roi dans cette Constitution. Nous examinerons

tout d'abord ce qu'ils ont été à l'origine dans les premiers temps de la monarchie anglaise et verrons ensuite combien ils ont été amendés, réduits et diminués successivement par les divers événements. Cette étude a, tout particulièrement pour nous, Français, une énorme importance, car il n'est pas douteux que notre célèbre Constitution de 1875 dérive en ligne directe de la Constitution Britannique. Nul n'ignore, en effet, que la Constitution de 1875 a été copiée tout au long sur les Chartes de 1814 et de 1830 et que ces dernières sont purement et simplement l'image fidèle de la Constitution anglaise. Au reste, il faut bien se rendre compte que, dès la chute de Bonaparte, il éclata, dans notre pays, comme une fièvre qui s'empara de tous les esprits, un engouement véritablement excessif pour la Constitution de l'Angleterre à qui tout le monde attribuait la prospérité sans cesse croissante de ce pays. Jamais peut-être, en France, il ne fut plus question qu'à ce moment-là des institutions anglaises et jamais peut-être entre les deux nations les relations intellectuelles n'ont été plus actives. Si bien que, dans toutes les œuvres ayant trait aux questions constitutionnelles, pas une seule n'omettait de mentionner l'exemple de la Constitution Britannique et que, de même, tous les grands partisans de la liberté politique ne cessaient de se tourner vers l'Angleterre comme vers la terre classique de l'indépendance parlementaire. « On demande,

« disait Madame de Staël, comment il faut distribuer  
« les pouvoirs pour que les citoyens soient libres.  
« A cette question, la réponse est toute prête :  
« l'Angleterre possède depuis longtemps les institutions  
« favorables au développement de la liberté : Que  
« la France suive son exemple ! » (1) Dans un sem-  
blable état d'esprit, il était donc tout naturel que les  
Chartes, élaborées en France à cette époque, fussent  
conçues à l'image des institutions de nos voisins  
d'Outre-Manche et c'est du reste ce qui est arrivé.  
Nous verrons donc, par l'analyse de la Constitution  
anglaise, ce que nos constitutions écrites ont emprunté  
à cette dernière, ainsi que les grands principes di-  
recteurs dont nous sommes redevables au peuple de la  
Grande-Bretagne.

L'Angleterre a subi quatre conquêtes : celle des  
Romains au premier siècle de l'ère chrétienne, celle des  
Anglo-Saxons au cinquième, celle des Danois au neu-  
vième, celle des Normands au onzième. L'occupation  
romaine a peu duré et laisse peu de traces. Au contraire,  
les invasions des Saxons, des Danois et des Normands  
ont été faites par des peuples de même origine, qui  
avaient les mêmes mœurs et les mêmes traditions.  
Elles se sont, pour ainsi dire, superposées l'une à l'autre.

---

(1) Considérations de la Révolution française, II<sup>e</sup> partie, chap. XXIII.

Au lieu de détruire les institutions existantes, elles les ont confirmées et consolidées. C'est ce qui explique l'antique origine de la Constitution anglaise et le respect du peuple anglais pour toutes les vieilles lois consacrées par une existence plusieurs fois séculaire.

Les origines de l'Angleterre ainsi que ses destinées présentent, à première vue, un caractère véritablement surprenant et on se demande, en les étudiant, comment un pays semblable « plusieurs fois conquis et éternellement divisé » a pu enfin sortir de ses faibles commencements et grandir tout à coup dans d'aussi extraordinaires proportions. Cela tient à la fois et au caractère national et aux institutions. Et tout d'abord, il convient de remarquer que si le caractère d'un peuple a toujours sur les institutions de ce dernier une influence considérable, ceci est particulièrement vrai pour l'Angleterre où nous voyons le caractère national donner à la Constitution son empreinte la plus profonde, ce qui a fait dire à un grand écrivain : (1) « La liberté et la « prospérité de l'Angleterre sont dues au caractère « particulier de son peuple et des institutions analogues « aux siennes ne peuvent réussir qu'au sein d'une race « douée, comme elle, de certaines vertus. »

En ce qui concerne ses institutions, disons avant tout qu'elles ont pour base d'une part la véritable

---

(1) De Montalembert, *De l'avenir politique de l'Angleterre*, chap. xix.

liberté, de l'autre l'égalité aussi entière et complète que la puisse donner la législation.

Au point de vue de la liberté, l'Histoire de l'Angleterre n'est elle-même que l'histoire de la longue et dure conquête de la liberté et un fait curieux à observer à ce sujet, c'est qu'à n'importe quelle époque de l'histoire, l'Angleterre a toujours été considérée, parmi ses contemporains, comme la plus libre de toutes les nations.

Au point de vue de l'égalité, malgré qu'à l'origine, l'Angleterre n'eût rien qui la différenciât des autres nations, il n'en est pas moins vrai que l'idée d'égalité ne tarda pas à se développer, notamment par la disparition du servage. Et depuis, comme l'a fait justement remarquer Dicey : (1) « L'idée de l'égalité légale, c'est-à-dire de « la sujétion universelle de toutes les classes à la même « loi, administrée par les mêmes hommes, a été poussée « à ses dernières limites. Tout fonctionnaire, depuis « le premier ministre jusqu'au constable ou percepteur, « encourt la même responsabilité que tout autre citoyen, « pour tout acte fait sans excuse légale. » Aussi ne nous étonnerons-nous point que, pour résumer la Constitution Britannique, Montesquieu ait simplement écrit ces deux mots : « Liberté-Egalité » (2).

---

(1) Dicey, *Law of the Constitution*, Lecture v.

(2) L'Angleterre est à présent le pays le plus libre qui soit au monde. Liberté-Egalité. (Notes sur l'Angleterre).

Néanmoins, une Constitution ne peut être ni l'œuvre d'un seul homme, ni l'œuvre de quelques jours. Cicéron, dans son traité « *De Republicâ* », formulait déjà cette idée en ces termes : « A Rome, ni un seul « génie, ni une seule vie n'auraient suffi pour élever « l'édifice du gouvernement, ouvrage du concours de « plusieurs hommes et de plusieurs siècles, car jamais « esprit ne s'est rencontré assez vaste pour que rien ne « lui échappât et la réunion même des plus grands « génies ne pourrait, sans le concours du temps et de « l'expérience, tout envelopper d'une seule vue » (1).

Or, cette idée a été continuellement et de tout temps l'idée du peuple anglais. Tandis qu'en France on se base sur des principes immuables, en Angleterre on se fie aux « usages » que les Anglais dénomment d'un mot presque intraduisible en notre langue « *understandings* ».

Et, empruntant une comparaison célèbre, nous dirons : Les Anglais n'ont jamais tenté de graver les Tables de leur Constitution sur le bronze ; ils ont préféré la cire, plus molle, plus impressionnable et plus facile à manier. Les changements graves s'opèrent sans secousse et sans bruit, les plus graves modifications résultent du simple abandon ou de l'introduction souvent fortuite d'une coutume et, dût-on se résoudre à voter une loi, le statut

---

(1) *De republicâ*, II, 1.

qui introduirait dans la Constitution politique les plus grands bouleversements n'exigerait pas d'autres formalités que l'acte le plus vulgaire et le plus simple. Et comme le rappelait récemment encore le premier ministre de la Couronne : « L'expression de loi fondamentale n'est pas connue dans la Constitution » (1).

L'origine de l'organisation politique de l'Angleterre remonte au système gouvernemental des Anglo-Saxons et tous les écrivains qui se sont consacrés à l'Histoire politique de l'Angleterre sont d'accord pour reconnaître que, malgré certaines divergences apparentes, les institutions politiques actuelles dérivent naturellement des formes du gouvernement anglo-saxon (2).

Dans le système gouvernemental anglo-saxon nous voyons à la base, comme dans toutes les peuplades Teutoniques, un roi dont les pouvoirs sont limités par des lois afin d'éviter et l'arbitraire et le despotisme. « Ce roi réunissait auparavant dans sa personne les fonctions d'un gouverneur civil et celles d'un chef militaire et avait nom « ealdorman » et cette transformation d'ealdorman en roi procure au chef une augmentation de puissance, car, à mesure que s'étend le territoire qui reconnaît sa domination, s'accroissent aussi sa dignité royale et son importance » (3).

---

(1) M. Gladstone, séance du 22 janvier 1886.

(2) Sir Francis Palgrave, Kemble, Freeman, Stubbs.

(3) Freeman, *History of the norman conquest*, pp. 76-81.

L'ancienne Constitution teutonique se composait d'un chef suprême, d'un conseil aristocratique formé des hommes de noble lignée et d'une assemblée des hommes libres en qui résidait la souveraineté.

De plus, à l'origine, l'autorité de la Couronne était soumise au contrôle du « Wittenagemot » ou « Réunion des hommes sages » dont Kemble a défini les pouvoirs comme suit :

1<sup>o</sup> Voix consultative et droit d'examen sur tout acte public qui pouvait être autorisé par le roi ; 2<sup>o</sup> délibération sur la confection des lois nouvelles à ajouter aux rescrits déjà existants (ces lois étaient alors promulguées en vertu de l'autorité du Wittenagemot et du roi) ; 3<sup>o</sup> pouvoir de conclure les alliances et les traités de paix et d'en arrêter les termes ; 4<sup>o</sup> pouvoir (soumis à la restriction mentionnée plus loin) d'élire le roi ; 5<sup>o</sup> pouvoir de déposer le roi si son gouvernement n'avait pas en vue le bien du peuple ; 6<sup>o</sup> pouvoir, conjointement avec le roi, de nommer les prélats aux sièges vacants ; 7<sup>o</sup> pouvoir de régler les affaires ecclésiastiques, la question des jeûnes et des fêtes, et de fixer la levée et l'emploi des revenus ecclésiastiques ; 8<sup>o</sup> pouvoir pour le roi et son Witan, de lever des taxes pour le service public ; 9<sup>o</sup> pouvoir, pour le roi et son Witan, de lever des forces de terre et de mer quand les circonstances l'exigeaient ; 10<sup>o</sup> pouvoir, pour le Witan, de recommander, de consentir et de garantir les concessions de terres et de permettre la conversion de

« folcland » en « bocland » et vice versa ; 11<sup>o</sup> pouvoir d'attribuer au roi les terres des délinquants et des intestats ; 12<sup>o</sup> enfin le Witten siégeait comme cour de justice suprême dans les causes civiles ou criminelles » (1).

Il résulte de ce qui précède que les pouvoirs du Wittenagemot étaient très étendus et qu'ils dépassaient même ceux qui sont exercés par la Chambre des Communes aujourd'hui, puisque, comme le dit Freemann : « Tout acte de gouvernement de quelque importance « était accompli, non par le roi seul, mais par le roi et son Witten » (2).

Malgré cette dépendance étroite entre le roi et son conseil, il ne s'ensuivait pas que le roi était là simplement un instrument destiné à exécuter les décisions du Witten. Le roi était, au contraire, le chef reconnu de son peuple, le maître et le seigneur auquel tous les nobles du pays devaient fidélité et service. Il était la source des honneurs et le grand dispensateur des richesses nationales.

Après la bataille d'Hastings, en 1066, le pouvoir de la Couronne alla progressivement en augmentant et l'autorité des conseils de la nation en diminuant d'autant ; si bien que, comme le constate avec beaucoup de

---

(1) Kemble, *The Saxons in England*, vol. 2, page 237.

(2) Freemann, *History, of the Norm. conq.* vol. 1, page 113.

raison Freemann : « L'idée d'une nation et de ses chefs, « d'un roi et de ses conseillers disparut presque entièrement ; le roi devint moitié despote, moitié simple seigneur féodal » (1).

L'Angleterre ne resta jamais sans assemblée nationale d'une sorte ou d'une autre ; mais depuis la conquête au XI<sup>e</sup> siècle, jusqu'au second essor de la liberté au XIII<sup>e</sup>, ces assemblées ne se maintinrent pas sous la même forme distincte et palpable que nous leur trouvons avant et après cette époque.

Le caractère spécial de la période normande fut le développement du nouveau système administratif, prenant son origine et sa force dans le pouvoir royal. La fondation de ce système s'accomplit sous les règnes de Guillaume le Conquérant et de ses trois successeurs et, durant cette période, les rois d'Angleterre furent pratiquement absolus.

Depuis la première introduction de la royauté dans la Grande Bretagne, le souverain fut toujours entouré d'un groupe de conseillers confidentiels qu'il désignait pour le conseiller et l'assister dans le gouvernement du royaume. On peut affirmer, sans hésiter, qu'à aucune période de l'Histoire de l'Angleterre, le souverain ne put, suivant la loi et la Constitution, agir sans conseil dans les affaires

---

(1) Freemann, *History of the Norm. conq.*, vol. 1, page 122.

publiques du royaume. « Car il ne faut jamais  
« perdre de vue ce fait que l'institution de la  
« Couronne en Angleterre a toujours eu un conseil  
« dont elle était inséparable. Ce conseil a toujours  
« été tenu de donner son avis à la Couronne dans  
« chaque branche et dans chaque acte de sa fonction  
« exécutive » (1).

A l'époque de la conquête normande, il semble  
avoir existé trois conseils distincts : l'un, composé  
de nobles, qui étaient réunis dans des occasions  
particulières par *Writ*s spéciaux et qui, avec les  
grands officiers et ministres d'Etat, formaient le  
« *magnum consilium* » ; un autre, intitulé le  
« *Commune consilium* » ou Parlement général du  
royaume ; un troisième enfin connu sous le nom  
de « *consilium privatum* » « *assiduum ordinarium* »  
ou, plus fréquemment, de conseil du roi.

Le conseil « ordinaire » ou « permanent » du roi  
équivalait à celui qui fut connu plus tard sous le  
nom de « conseil privé ».

Sous les premiers rois normands, le Conseil  
permanent se composait des grands officiers de  
l'Etat — savoir : le chancelier, le grand justicier,  
le lord trésorier, le lord intendant, le chambellan,  
le maréchal-comte, le connétable et toute autre

---

(1) Smith. *Parlem. Remem.*

personne que le roi jugeait bon de nommer. Il comprenait aussi les archevêques d'York et de Cantorbéry qui réclamaient le droit de faire partie de chaque conseil royal, soit public, soit privé. Ce conseil royal était connu sous le nom de « curia regis » ou « aula regia » ou encore cour du roi. Ses pouvoirs étaient immenses et indéterminés. Il devait assister le roi dans l'exercice de ses prérogatives et donner sa sanction aux actes accomplis par lui en vertu de ses prérogatives — les membres dudit conseil se rendant de cette façon responsables des actes du roi.

En fait, comme le fait très justement remarquer Todd, dans son ouvrage sur le Gouvernement parlementaire en Angleterre : « Le Roi, qui était à la fois le chef et le juge de la nation entière, exerçait les pouvoirs qu'il possédait soit directement, soit indirectement, par l'entremise de ses « grands officiers » (1). Mais, si nous considérons l'échange de vues entre le roi et ses nobles pendant cette période, il faut mettre de côté les notions modernes d'autorité constitutionnelle et comprendre que, d'après les idées qui avaient cours au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, c'était plutôt le privilège du roi que son devoir de recevoir des conseils des grands personna-

---

(1) Todd, *Le Gouvernement parlementaire en Angleterre*, tome 1, p. 29.

ges de son royaume. Leurs recommandations n'étaient pas comme l'avis des Parlements ou des Ministres modernes, des ordres déguisés sous une forme polie, mais bien, au contraire, des conseils et même des conseils dans le sens le plus strict du mot.

La Constitution anglaise a donc été formée en réalité des mêmes éléments qui ont contribué à la formation de notre ancienne monarchie ; mais, tandis que chez nous, ces éléments ont abouti à la monarchie absolue, dans la Constitution de l'Angleterre au contraire, ils ont abouti à un Gouvernement représentatif, en un mot, tandis que la Royauté française a évolué vers l'Absolutisme, la Royauté anglaise est restée contenue et limitée.

Il faut rechercher la cause principale de cette double évolution dans les différences profondes qu'ont affectées les Institutions féodales en France et en Angleterre. Et tout d'abord, il convient de remarquer que le point de départ en Angleterre fut un pouvoir royal extrêmement fort, le roi se trouvant le chef tout-puissant d'une grande armée, tandis qu'en France la royauté fut au début très faible contre la féodalité puisqu'elle resta même longtemps impuissante en face des seigneurs féodaux.

Cette différence fut essentiellement favorable au complet développement des libertés anglaises. En Angleterre, la noblesse féodale et la classe moyenne des bourgeois s'unirent contre le pouvoir royal et parvinrent par

leur union, par leur courage et leur ténacité à limiter peu à peu et progressivement toutes les prérogatives de la Couronne.

En France, la population des villes qui constituait alors la classe moyenne, s'unit au contraire au pouvoir royal contre la féodalité tracassière et puissante ; de là la chute de la féodalité et par suite des pouvoirs féodaux, mais en même temps et par contre-coup le développement exagéré du pouvoir royal et la perte des libertés publiques.

En résumé, au lendemain de la conquête normande la situation juridique du roi d'Angleterre est à peu près analogue à celle du roi de France.

L'Angleterre est, à la fin du règne de Guillaume, comme une citadelle en temps de guerre prise d'assaut et occupée par les ennemis. Ses habitants ont été odieusement et brutalement dépouillés, les uns par les armées du Conquérant, les autres par une foule de moines et de clercs du continent. La classe inférieure est formée par tous ces Anglo-Saxons, honteusement dépossédés et écrasés sous le poids de cette royauté, de ces guerriers et de ce clergé. C'est un peuple tout entier maltraité et partant toujours prêt à faire un effort pour reprendre ce qu'il a perdu. Aussi, au milieu de ces vaincus toujours prêts à la rébellion, l'armée d'occupation reste campée, toujours prête à la résistance. Ses chefs sont devenus des comtes et des barons, ses soldats des chevaliers

et la milice spirituelle s'est partagée les terres et les revenus ecclésiastiques du clergé saxon.

Quant au général de cette armée, le roi des Conquérants, il est le chef d'une féodalité puissante et gouverne avec l'assistance d'un conseil de barons et de prélats. Il est à la tête d'une organisation formidable et, à ce point de vue, au XII<sup>e</sup> siècle, aucun autre Souverain de l'Europe ne peut lui être comparé.

Mais c'est justement cette force qui constitue pour lui le plus grave et le plus terrible danger : Car cette union qui s'est faite par lui et pour lui peut se faire contre lui et cette redoutable armée peut, sur le champ de bataille, faire subitement volte-face et passer toute formée dans les rangs ennemis : dès lors, la royauté est vaincue. Elle devra signer un pacte qui limite son pouvoir et subir le contrôle d'une assemblée chargée de faire respecter ce pacte. Par suite, les libertés anglaises seront constituées non seulement malgré la royauté, mais encore contre elle.





## PREMIÈRE PARTIE

---

### Les différents stades de la déchéance des Pouvoirs de la Couronne en Angleterre.

---

Trois événements principaux dans l'Histoire de l'Angleterre marquent les différents stades de la déchéance des Pouvoirs de la Couronne : *A.* La Grande Charte de 1215. — *B.* La première révolution d'Angleterre. — *C.* La révolution de 1688. — *D.* Une autre cause : le Parlementarisme.

Nous venons de voir dans ce qui précède que les Pouvoirs de la Couronne en Angleterre étaient très étendus sinon absolus pendant les premiers siècles de l'Empire Britannique. En suivant lentement la longue trame des événements, nous allons assister à un déclin à peu près continu de ces pouvoirs et voir, peu à peu, cet absolutisme puissant, résultant de la féodalité, qui faisait l'omnipotence de la royauté, se réduire et diminuer progressivement.

Nous distinguerons notamment, dans l'Histoire de l'Angleterre, trois événements principaux que nous pourrons considérer, à juste titre, comme les différents stades de la déchéance des pouvoirs de la Couronne.

Ces trois événements, dans leur ordre chronologique, sont :

- A. — La Grande Charte de 1215.
- B. — La première révolution d'Angleterre.
- C. — La Révolution de 1688.

*A. — La Grande Charte de 1215.*

La Grande Charte est la charte imposée par les Barons anglais au roi Jean sans Terre en 1215 et l'on peut dire que c'est par elle que le peuple anglais a affirmé son existence en formulant ses droits.

Pour en bien comprendre toute la portée, il est nécessaire de faire un léger retour en arrière et d'examiner avec soin dans quelles conditions, dans quel milieu et sous quelles influences la Grande Charte a fait son apparition.

Le règne de Jean sans Terre présente cette étonnante particularité qu'il résume à lui seul toutes les fautes et tous les crimes des rois précédents : il accumule toutes les haines et précipite la coalition générale contre le pouvoir royal.

L'opinion publique accuse Jean sans Terre de crimes abominables : il se laisse enlever toutes ses plus belles

possessions, notamment la Normandie ; il terrifie tous ses sujets grâce à ses redoutables routiers et veut se venger sur l'Angleterre des hontes et des défaites qu'il a subies en France. De plus, à l'exemple d'Henri II, et sans la moindre apparence de légalité, il s'empare de tous les biens du clergé et va même jusqu'à chasser de son siège Etienne Langton, archevêque de Cantorbéry. Enfin, il n'entre dans la grande coalition européenne que pour fournir à Philippe-Auguste l'occasion d'un éclatant succès, se résignant lui-même à fuir honteusement devant le fils du roi de France. Capable de toutes sortes de méfaits vis-à-vis de ses sujets, il inspirait à tous tellement de crainte et d'horreur qu'un mouvement irrésistible ne tarda pas à se produire, lequel devait avoir des conséquences durables dans l'Histoire de l'Angleterre. « Alors, dit Macaulay, « se leva l'aurore des destinées de l'Angleterre. » (1) Jusqu'alors l'aristocratie d'origine normande s'était en quelque sorte tenue à l'écart de la race saxonne et avait vécu au milieu d'elle d'une vie distincte. Méprisant le peuple par elle asservi, elle s'était considérée comme d'une essence supérieure ; et, autant par atavisme que par tradition, elle aimait à se retremper au berceau d'où elle était sortie. Mais, lorsque le roi Jean fut chassé de la Normandie, il y eut comme

---

(1) Macaulay, Histoire de l'Angleterre depuis Jacques II. (Introduction).

un lien qui se brisa. Les nobles normands séparés par la mer de leur ancienne province se rapprochèrent insensiblement des descendants des hommes qui, sous Harold, avaient lutté pour l'indépendance de leur pays contre les troupes de l'envahisseur. Les exactions, la tyrannie, le favoritisme de Jean aidèrent puissamment à ce rapprochement. Les intérêts communs entre les deux races, la nécessité de se défendre contre les mêmes ennemis, y contribuèrent aussi. Bientôt, aux yeux de la noblesse normande, la ligne bleue des côtes françaises s'estompa comme dans un lointain passé. L'Angleterre lui apparut comme la seule et vraie patrie et c'est de cette communion de sentiments que naquit la Grande Charte, conquise par leurs efforts réunis et rédigée pour leur avantage commun.

Jean sans Terre venait de rentrer en Angleterre après sa défaite de La Roche-aux-Moines, lorsque, aux fêtes de Noël 1214, les Barons, qui s'étaient préalablement concertés, se présentèrent à la cour, lui demandant de remettre en vigueur les libertés contenues dans la charte du roi Henri I<sup>er</sup>. Cette charte avait été retrouvée par Langton et les Barons, réunis à Londres, avaient prêté, sur l'autel, le serment d'en exiger la confirmation. Jean demanda un délai et s'adressa au pape Innocent III. Ce dernier, devenu le véritable souverain de l'Angleterre, par suite de l'hommage de Jean, n'entendit point laisser ainsi porter atteinte à sa souveraineté. Il écrivit aux Barons et au cardinal Langton de

nombreuses lettres pour les détourner de leur revendication, mais tout fut inutile et les Barons persistèrent dans leurs légitimes demandes. Le délai expiré, aux fêtes de Pâques 1215, les Barons reparurent avec une armée forte de plus de deux mille chevaliers. Ils s'étaient proclamés « Armée de Dieu et de sa Sainte Eglise » et s'étaient donné pour chef Robert Fitz-Walter. Ils présentèrent de nouveau leur requête, mais Jean refusa violemment et avec d'horribles imprécations : « Pourquoi ne pas me demander aussi mon « Royaume ?..... Jamais, je ne leur accorderai de « telles libertés, qui de roi me feraient esclave ».

Les Barons résolurent aussitôt d'assiéger les châteaux royaux et ouvrirent la campagne par le siège de Northampton ; ils venaient de prendre Bedford, lorsque les bourgeois de Londres leur envoyèrent une députation les priant de venir occuper leur ville, ce qu'ils firent en toute hâte et aux grandes acclamations du peuple. Fait extrêmement important qui consommait l'union des trois classes du Royaume : aristocratie, clergé, bourgeoisie.

Jean croyait pouvoir former une armée, mais il s'aperçut bientôt qu'il n'avait guère que quelques chevaliers autour de lui. Effrayé de son abandon, il résolut de négocier. Le 15 juin 1215, une entrevue eut lieu entre lui et les délégués des Barons à Runnymede et c'est là, qu'après quatre jours de discussion et en présence de Pandolphe, légat du pape, fut signée la Grande

Charte, véritable pacte entre deux pouvoirs, la Royauté et la Nation, et considérée avec raison par les Anglais comme la base de toutes leurs libertés.

« La Grande Charte, dit M. de Bonnechose, était « censée ne contenir aucune innovation, mais seulement « la réforme des abus féodaux les plus criants, introduits par Guillaume et ses successeurs » (1).

Tout d'abord, en effet, la Grande Charte ne semble rien innover et la plupart de ses articles ne sont que le développement du droit féodal. Bien plus, en vertu de cet esprit conservateur, qui est la grande caractéristique des Révolutions anglaises, la Grande Charte se réfère sur presque tous les points à la charte de Henri I<sup>er</sup> qui ne revendique elle-même que les coutumes du bon roi Edouard.

Ce n'est pas sur un principe de Raison, sur une théorie des Droits de l'Homme que le peuple anglais établit ses revendications, c'est sur la coutume, la tradition, les lois antérieures. Il semble que les révolutionnaires anglais soient plutôt des partisans de l'école Historique, qui renoue la longue chaîne des temps que de l'école Philosophique, qui fait table rase du passé.

Donc, les innovations ne tiennent qu'un rang très secondaire dans la Grande Charte. Mélange de règlements anciens et originaires, la Grande Charte est une

---

(1) De Bonnechose, *Histoire d'Angleterre jusqu'à l'époque de la Révolution Française*, vol. 1.

sorte de pacte destiné à fixer ce qui dans les coutumes était douteux. C'est un traité ayant pour but de confirmer d'anciens droits et destiné à enregistrer les conquêtes faites par les Barons sur la royauté.

Mais toutefois il n'y faudrait pas simplement voir un triomphe de l'égoïsme féodal, car les garanties que les Barons exigent du pouvoir royal, ils les assurent à leurs vassaux : c'est donc bien le droit réglé à tous les degrés de la hiérarchie féodale.

Ce n'est pas un code qu'un législateur donne à son peuple ; en fait, c'est un traité, ou, comme l'a dit excellemment M. Boutmy, un pacte (1) ; en la forme, c'est la réponse du Souverain à une pétition.

Les parties essentielles de la Grande Charte sont celles qui règlent :

1<sup>o</sup> La levée de tout aide ou escuage extraordinaire : c'est la première définition de l'impôt consenti.

2<sup>o</sup> La promesse de soumettre tout accusé libre à ses juges naturels ; c'est le palladium de la liberté, que les Anglais ont appelé l'Habeas Corpus ou la garantie de la liberté individuelle.

3<sup>o</sup> La faculté d'élire vingt-cinq barons du royaume chargés de veiller au respect de la Charte et à son entière exécution et le pouvoir de l'assurer au besoin par les armes : c'est déjà la naissance de la représen-

---

(1) Boutmy, *Etudes de Droit Constitutionnel*, page 9.

tation nationale avec, comme corollaire, le droit de résistance légale.

Impôt consenti, liberté individuelle, représentation nationale avec résistance légale, on trouve donc là en substance toutes nos Constitutions actuelles.

Du fond du Droit féodal, la Grande Charte extrait les principes mêmes du droit moderne. « Mais, dit « M. Boutmy, son importance tient moins à la valeur « des clauses qu'elle renferme qu'à ce fait qu'elle a « fourni un centre d'action au sentiment national, « jusque-là épars et languissant, qu'elle a jeté un nom « et une date à l'imagination populaire... Les disposi- « tions expresses de la Grande Charte sont aujourd'hui « surannées, mais son esprit est toujours vivant. C'est « lui qui pénètre encore et anime l'Angleterre contem- « poraine » (1).

Jean, qui en signant la Grande Charte et en jurant de l'observer, avait protesté que régner à de telles conditions, c'était être esclave et non roi, ne put supporter l'idée d'être ainsi dépouillé du pouvoir et se fit relever de son serment par le Pape.

Un bref du 24 août 1215 déclara la Grande Charte illicite et inique, l'annula et défendit au roi Jean de l'observer sous peine d'anathème. Les Barons, qui s'en tinrent aux termes de leur traité, furent excommuniés

---

(1) Boutmy, *Etudes de Droit Constitutionnel*.

par le Souverain Pontife, et Jean se retira dans l'île de Wight, d'où il leva des troupes mercenaires auxquelles il promettait la confiscation de tous les biens de la noblesse. Il s'ensuivit une guerre horrible entre les Barons et le roi. Les premiers, réduits au désespoir, offrirent la couronne au fils aîné du roi de France ; mais l'Angleterre fut sauvée de notre domination par la mort soudaine et subite de Jean, le 19 octobre 1215.

Le sceptre revenait à son fils, Henri de Winchester, à peine âgé de dix ans, et les Barons, assez sages pour ne pas imputer à cet enfant les crimes de son père, pensèrent avec raison que la jeunesse de leur Souverain serait favorable à leurs projets de liberté, contenus dans la Grande Charte de 1215.

#### *B. Première Révolution d'Angleterre.*

L'Angleterre, pendant presque tout le dix-septième siècle, de 1603 à 1688, s'est épuisée en luttes intestines. Toutefois, ces longues agitations n'ont pas été stériles, puisqu'elles ont fini par doter l'Angleterre de cette fameuse liberté politique qui a fait sa fortune et sa gloire et qu'elles l'ont mise définitivement en possession du régime constitutionnel.

Les Révolutions anglaises à cette époque ont un caractère tout à fait original : elles furent à la fois politiques et religieuses et ce caractère religieux fut même plus important que le caractère politique. Et, en

effet, de la première heure à la dernière heure, les Stuarts ont eu à lutter contre des partis et contre des sectes, contre les traditions de liberté et contre les revendications de la conscience.

En 1603, lorsque Elisabeth mourut, ce fut Jacques VI d'Ecosse qui lui succéda sous le nom de Jacques I<sup>er</sup>. Il inaugurerait un règne dans les conditions les plus favorables ; mais, malheureusement, tout, dans son caractère et dans ses actes, allait avoir pour effet de compromettre et de discréditer son autorité. Les catholiques, qui espéraient beaucoup du fils de Marie Stuart, furent complètement déçus : Jacques était anglican et il maintint les lois pénales relatives aux catholiques ; ils n'obtinrent de lui aucun adoucissement et cette déception inspira même la fameuse « conspiration des poudres » en 1605.

Les Ecossais de leur côté, ne tardèrent pas à avoir des griefs contre un Roi sur la tolérance duquel ils croyaient — bien à tort — pouvoir compter. Enfin, en Angleterre, le mécontentement contre Jacques I<sup>er</sup> tint surtout à des causes politiques. Quatre Parlements furent successivement élus sous ce règne en 1603, en 1614, en 1621 et en 1624 — le dernier, véritablement complet, c'est-à-dire composé de deux Chambres, la « Chambre haute » qui comprenait les chefs de l'aristocratie laïque et ecclésiastique (Chambre des Lords) et la « Chambre basse » ou des Communes, où siégeaient les députés des villes et de la petite noblesse.

C'est à cette époque que la nation britannique prit nettement conscience d'elle-même. Son caractère, qui jusque là n'avait pas été différent de celui des autres peuples, se revêtit d'une empreinte personnelle et originale. Le peuple anglais, qui était déjà isolé naturellement par ses limites géographiques, s'isola encore moralement, se singularisa par ses créations politiques, donnant le jour à une Constitution qui, à travers les modifications qu'elle a subies, est toujours demeurée identique à elle-même et qui, malgré ses imperfections, n'a cessé de constituer un modèle auquel les nations en voie de transformation ont fait de larges emprunts. Le Roi fut constamment en désaccord avec tous les divers Parlements sur toutes sortes de questions. Il prétendit augmenter à son gré les droits de douane que le Parlement fixait invariablement sous le nom de « droit de tonnage et de poundage », à l'avènement de chaque Roi ; il refusa de faire droit aux griefs avant le vote des subsides. Il fit emprisonner un certain nombre de députés qui lui résistaient. Il se piquait de théologie et ne voulait point tolérer de dissidences religieuses. Il était imbu de la doctrine du droit divin et professait hautement que son autorité était absolue. « Aussi, dit Macaulay, l'indignation « provoquée par ses prétentions et le mépris excité par « ses concessions, allèrent croissant de compagnie. » (1)

---

(1) Macaulay, Histoire d'Angleterre depuis l'avènement de Jacques II, vol. I.

Le choc était imminent : une révolution sociale lentement opérée pendant le seizième siècle allait avoir pour conséquence une révolution politique et morale. A la fin du moyen-âge, c'étaient l'aristocratie et le haut clergé qui avaient fait obstacle à la Royauté : la chambre des Lords s'était constituée gardienne des libertés publiques. Mais, dans les guerres civiles du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, dans la terrible et sanglante lutte des deux Roses, l'aristocratie fut décimée. La bourgeoisie, au contraire, à la même époque, ne fit que croître et s'élever grâce au commerce, aux banques, aux entreprises coloniales, à un point tel que, vers l'année 1628, la Chambre des Communes se trouva trois fois plus riche que la Chambre des Lords. Le résultat ne se fit point attendre et, tandis que le rôle de la Chambre des Lords devenait de plus en plus timide et effacé, les Communes passèrent au premier plan et, comme elles représentaient une grande partie de la fortune publique, elles se disposèrent à la défendre avec vigueur contre les caprices de l'Absolutisme royal.

Tels étaient les éléments révolutionnaires à l'avènement de Charles I<sup>er</sup>. Ce prince avait une intelligence infiniment plus remarquable et une volonté infiniment plus forte que son père. C'était un gentilhomme accompli, esprit très cultivé, ami des arts, un homme très vertueux et représentant bien mieux que Jacques I<sup>er</sup> le principe monarchique. Malheureusement, ses

qualités étaient gâtées par ses préjugés sur le droit divin des rois, origine première de son incurable mauvaise foi en matière politique. Il était violent et hautain et convaincu qu'un contrat fait avec les sujets n'est pas obligatoire pour un roi : ce fut la source de tous ses malheurs.

Trois Parlements furent convoqués en 1625, en 1626, et en 1628. La première session fut très courte : la Chambre des Communes n'accorda qu'un très faible subsidie et ne vota les droits de douane que pour un an ; de plus, elle signifia catégoriquement au Roi qu'elle ne lui consentirait de plus larges ressources qu'après le redressement des griefs qu'elle se mit à examiner. Le Roi prononça aussitôt la dissolution. Mais il était alors en guerre avec l'Espagne et le besoin d'argent le força à recourir à une nouvelle convocation. Cette fois, les Communes allèrent plus loin et s'attaquèrent au favori du Roi, Buckingham qu'elles mirent en accusation. Le Roi, pour sauver ce dernier, fut encore obligé de renvoyer le Parlement, comptant sur les emprunts forcés pour tenir lieu des impôts que la nation refusait, enrôlant des soldats pour intimider les citoyens et proclamant en plusieurs lieux la loi martiale pour suspendre la loi ordinaire. Deux ans plus tard, les circonstances forcèrent encore le Roi à recourir au Parlement. Il était en guerre non plus avec l'Espagne, mais avec la France : Il avait envoyé une flotte au secours des protestants de la Rochelle.

Le Parlement se réunit au mois de mars 1628 avec la ferme résolution d'affirmer les droits de la nation en face des prétentions de la royauté. A cet effet, les Communes rédigèrent la célèbre « pétition des droits » (petition of rights) et la soumirent à Charles I<sup>er</sup>.

Dans cette requête qui rappelait les principes de la Grande Charte et en précisait l'application, le Parlement réclamait l'exercice des droits garantis par tous les statuts royaux, y compris la « Magna Charta », et la cessation des illégalités journellement commises par le Pouvoir. Pas d'emprunts forcés, pas d'emprisonnements illégaux, pas de contrainte à fournir le logement et la nourriture aux gens de guerre, pas de tribunaux d'exception ou de commissions arbitraires pour juger, en cas de délit, les militaires ou les marins, tels étaient les principaux desiderata de la Pétition des Droits.

Le Roi refusa de faire droit aux justes réclamations des organes de la nation et il essaya de résister quelque temps avec l'appui de la Chambre des Lords, où il ne comptait que des serviteurs dociles. Mais le besoin d'argent était plus pressant que jamais : il fallait faire un dernier effort pour sauver La Rochelle. Charles I<sup>er</sup> voyant l'orage prêt à éclater sur sa tête et voulant conjurer l'explosion du mécontentement public, se résigna, non sans restrictions mentales. Il finit par se rendre à la Chambre des Lords et céda à la voix de la nation en sanctionnant la Pétition des Droits par la formule : « Soit fait comme il est désiré. » Un subside

de 350,000 livres sterling fut aussitôt voté par les Communes qui s'ajournèrent.

Quand elles se réunirent à nouveau en Janvier 1629, un changement complet s'était opéré. Dès leur arrivée, les députés apprirent avec stupeur qu'à la sanction formelle de la Pétition des Droits, Charles I<sup>er</sup> avait substitué, avec une insigne mauvaise foi, une réponse évasive. Aussitôt, la Chambre des Communes, indignée de ces vils procédés, refusa, malgré l'insistance du Roi, de voter les droits de douane. Il se produisit des scènes extrêmement violentes et, en présence d'une semblable opposition, Charles I<sup>er</sup> ne se contenta pas de frapper les Communes d'une troisième dissolution ; il décida « qu'il tiendrait désormais pour une insolence « tout discours, toute démarche qui tendrait à lui « prescrire une époque quelconque pour la convocation « d'un nouveau Parlement. »

Las de lutter, le roi prit le parti éminemment dangereux de gouverner tout seul et il resta onze années, sans réunir le Parlement, se livrant à un essai d'absolutisme. Ces onze années de gouvernement personnel furent marquées, au dehors, par l'effacement de l'Angleterre dans la politique générale. Ne convoquant plus les Chambres, le Roi, condamné à l'économie et à l'inaction, s'était hâté de conclure la paix avec l'Espagne et la France et il se tint à l'écart des luttes du continent. Plus tard, un soulèvement de l'Ecosse et une terrible insurrection en Irlande obligèrent de nou-

veau le Roi à réunir le Parlement. Les Communes adressèrent alors une célèbre remontrance, qui, après de très longs efforts, fut votée à une faible majorité. C'était une sorte d'appel au peuple et un véritable acte d'accusation contre la Royauté. Devant l'attitude menaçante du peuple, le Roi n'osa employer la force et le 10 janvier 1642, pour commencer la guerre civile, « il quitta Londres pour n'y plus revenir jusqu'au jour « mémorable et terrible où il devait y rendre ses « comptes ».

C'est alors que se révéla l'homme de génie qui devait faire changer les destinées de l'Angleterre : Cromwell. Ce dernier, chef des Armées, vainquit le Roi à Naseby et Charles 1<sup>er</sup> se réfugia en Ecosse, dans l'espoir que les Ecossais soutiendraient un Stuart. Il n'en fut malheureusement rien et il fut livré au Parlement anglais, après un honteux marchandage, moyennant 400.000 livres sterling. Charles I<sup>er</sup> fut jugé, condamné à mort et exécuté le 7 février 1649.

Pendant ce temps, « Cromwell exerçait son despotisme, tempéré seulement par la sagesse, la modération et la magnanimité du despote. Tant qu'il vécut, « son autorité se maintint ferme, objet de l'aversion, « de l'admiration et de la terreur de ses sujets ».

En mourant, Cromwell désigna son fils Richard pour lui succéder ; mais ce dernier, d'un caractère doux et faible, ne garda ce titre de Protecteur que quelques mois. C'est alors qu'un général, nommé Monck, entra

avec l'armée d'Ecosse dans la capitale. Maître de la situation, il garda entre les diverses factions une attitude mystérieuse : on sut bientôt qu'il négociait en secret avec Charles II Stuart. Enfin, Monck se prononça pour la convocation d'un nouveau Parlement librement élu. L'Angleterre, qui était restée entièrement royaliste et qui avait surtout une profonde horreur du despotisme militaire, élut un Parlement (convention) dont le premier acte fut de rappeler, sans condition, le fils de Charles I<sup>er</sup>.

On se contenta de quelques promesses très vagues qu'il fit dans une déclaration signée à Bréda et ce fut au milieu de la joie et de l'ivresse générale qu'en 1660 Charles II remonta sur le trône d'Angleterre.

### *C. La Révolution de 1688.*

La première révolution d'Angleterre, violente et oublieuse des traditions britanniques, avait complètement échoué : les libertés publiques n'étaient guère plus assurées en 1660 qu'elles ne l'étaient en 1625 à l'avènement de Charles I<sup>er</sup>. Une seconde révolution était donc nécessaire : elle devait éclater en 1688 et cette fois réussir parce qu'elle profita des leçons de l'expérience et s'appuya sur les traditions les plus chères du peuple anglais.

C'est le rétablissement de la religion de Rome, le fantôme du « Papisme » qui a eu le plus souvent le don

de troubler la raison des Anglais. Un aventurier, un fou malfaisant, Titus Oates, révéla à la nation le plus étrange des complots, « un hideux roman, dit Macaulay, « plutôt semblable aux rêves d'un malade qu'un événement possible dans un monde réel ». Les papistes devaient incendier la ville de Londres ; les jésuites conquérir l'Angleterre, détruire la flotte, poignarder le Roi et massacrer les Protestants.

Cet amas d'absurdités fut accepté par l'esprit public. « La capitale et la nation devinrent folles de haine et « de crainte. » Le gouvernement lui-même, avec une audace incroyable, simula de partager ces terreurs et livra au supplice un grand nombre de catholiques.

C'est à ce moment qu'il se formèrent dans le Parlement et dans le pays ces deux grands partis qui, depuis cette époque, ont tour à tour été portés au pouvoir, suivant les fluctuations de l'opinion : les wighs et les tories. Les wighs (ce mot désignait originairement des brigands écossais) furent les amis de la liberté, les défenseurs des droits du Parlement et les adversaires résolus de toute tentative d'absolutisme ;

Les tories, (ce nom était celui des brigands en Irlande) furent les partisans acharnés de la prérogative royale, de la cour et de l'ordre de choses établi.

Dans la Chambre des Communes, élue en 1661, le premier de ces partis dominait. En 1679, le Roi prononça la dissolution du Parlement. Mais les nouvelles élections accordèrent encore la majorité aux wighs.

Charles parut céder et appela aux affaires un homme tout à fait populaire : William Temple.

Ce dernier imagina de créer, pour adoucir les rapports entre la Couronne et le Parlement, un corps intermédiaire, un conseil privé de trente membres. Cette invention trop compliquée n'eut pas d'heureux résultats. Le nouveau Parlement et deux autres après lui, furent successivement dissous, de 1679 à 1681. Trois fois les Communes votèrent le « Bill d'exclusion » qui mettait à néant les droits à la Couronne de tout prince catholique ; trois fois les Lords refusèrent de le voter. En revanche, le « Bill d'Habeas Corpus » en 1679 eut une destinée plus heureuse et devint une des lois fondamentales de la monarchie : il confirmait et étendait les garanties de la liberté individuelle, telles que les avait établies la Grande Charte de 1215 ainsi que la Pétition des Droits de 1628.

Enfin, le Roi résolut de gouverner sans Parlement. La fatalité héréditaire des Stuarts l'entraînait dans la même voie que Charles I<sup>er</sup>. Il y marcha cependant avec plus d'habileté. Mais le 6 février 1685, au lendemain d'une brillante fête donnée à la cour, il mourut, frappé d'une attaque d'apoplexie. Son frère Jacques II ouvertement catholique depuis longtemps, lui succéda cependant sans difficultés. Il avait l'esprit étroit et brutal d'un fanatique et devait tendre sans précautions ni ménagements vers ce double but : consolider l'absolutisme et rétablir la religion romaine en Angleterre.

Jacques II ne mit que trois années à ruiner la situation que lui avait léguée son frère. Il crut pouvoir braver l'opinion du public anglais en professant ouvertement la religion catholique et en gouvernant sans Parlement. Il suivit la politique rigoureuse et atroce que Charles II avait adoptée dans ses dernières années et réprima quelques soulèvements avec une cruauté inouïe. La perspective du rétablissement du catholicisme réunit tous les partis contre Jacques II. Il avait dispensé les catholiques du Bill du Test ; il rappelait les jésuites. Il envoyait des ambassadeurs au pape Innocent XI pour réconcilier solennellement l'Eglise d'Angleterre avec le Saint-Siège. Les catholiques éclairés s'effrayaient eux-mêmes de la politique inconsidérée du roi, qui allait par son entêtement porter le dernier coup à leur religion en Angleterre. Le pape le blâmait. Jacques II ne s'appuyait plus que sur Louis XIV et sur son armée permanente qu'il avait portée au chiffre, immense pour l'Angleterre, de 40.000 hommes.

L'Angleterre aurait peut-être subi encore longtemps ce despotisme brutal et tracassier, si un événement inattendu n'était venu accroître ses inquiétudes. Jacques II n'avait pas de fils : sa fille Marie d'York avait épousé Guillaume d'Orange, et c'était sur ce prince, chef du Protestantisme en Europe, que se reportaient toutes les espérances de l'Angleterre. Mais Jacques se remaria avec Marie de Modène et en eut un fils en 1687. La naissance de ce prince de Galles ajournait indéfiniment les espérances de la nation.

Au mois de novembre 1688, Guillaume débarqua avec 60.000 hommes à Torbay. La devise, qui était inscrite sur ses drapeaux : « Pro religione et libertate », était tout un programme, car, ce qu'il venait maintenir, c'était la liberté traditionnelle et la religion nationale de l'Angleterre. Sur la route de Londres, Guillaume ne rencontra pas d'ennemis : l'armée du Roi, le clergé, l'aristocratie, la cour, la famille royale elle-même, tous abandonnaient Jacques II. Il ne restait plus au Roi d'autre ressource que la fuite : il essaya de gagner la France, mais on l'arrêta. Son gendre refusa de le voir et le fit emprisonner. Malgré tout, il parvint encore à s'échapper et arriva à Versailles, où Louis XIV le reçut en Roi en lui donnant comme résidence le château de Saint-Germain.

La chute des Stuarts était cette fois définitive, et l'avènement de Guillaume au trône d'Angleterre complètement assuré. Une grave question cependant mit pendant quelque temps le Parlement et la nation dans l'incertitude.

Le prince d'Orange serait-il reconnu Roi en vertu des droits de sa femme et comme gendre de Jacques II, qui était censé avoir abdiqué, ou bien serait-il appelé au trône, déclaré vacant, par un acte parlementaire ?

La première solution était celle que proposaient les tories : elle avait, aux yeux d'une partie de la nation, l'immense avantage de ne pas toucher à l'ancien droit

constitutionnel, à la tradition, si puissante en Angleterre.

La seconde, celle des wighs, du parti populaire, était révolutionnaire, mais elle devait créer une situation nette. En faisant élection d'un Roi, le Parlement pourrait lui imposer ses conditions, limiter à l'avance le domaine de l'autorité royale et terminer la guerre des deux pouvoirs, parlementaire et monarchique, en traçant nettement leurs frontières.

Les wighs l'emportèrent sur les tories : le droit nouveau l'emporta sur l'ancien.

Le changement de dynastie devint véritablement une révolution et le prince d'Orange fut élu par les deux Chambres roi d'Angleterre, sous le nom de Guillaume III, conjointement avec sa femme Marie.

Et c'est à l'occasion de leur avènement que les deux époux signèrent la fameuse « Déclaration des Droits ».

Cet acte, moins rudimentaire et de caractère moins féodal que la Grande Charte de 1215, en est en réalité le développement. C'est moins une Constitution que l'énoncé des principes essentiels de toute Constitution. Les prérogatives royales, cet éternel sujet de conflits, sont limitées, le droit de dispense supprimé, la liberté des élections garantie. Cet acte, désigné plus tard sous le nom de « Bill des Droits », énumère les divers motifs pour lesquels la nation avait fait la Révolution de 1688 et les résultats de cette Révolution.

En vertu de cet acte, il fut déclaré que les états du royaume, convoqués par le prince d'Orange, l'instrument choisi de Dieu pour délivrer la nation de la superstition, doivent, avant tout, se préoccuper des moyens de garantir la religion, les lois et la liberté. En conséquence, la Royauté ne pourra plus désormais ni suspendre l'action des lois par dispense, ni établir sur la fortune publique des charges non consenties, au moyen de taxes arbitraires, ni faire violer la liberté individuelle par des Tribunaux d'exception, ni priver pendant un temps indéterminé, la nation de sa représentation.

Tous ces droits furent affirmés au nom de la nation entière, comme étant l'héritage de tout citoyen anglais. Et, après avoir ainsi mis en évidence les bases des libertés anglaises, les Etats du Royaume, réunis en convention, se déclarèrent convaincus que ces libertés seraient toujours sacrées pour celui qui en avait été le sauveur ; par suite, ils décidèrent que le prince d'Orange serait déclaré roi d'Angleterre et, qu'après sa mort, la Couronne passerait, par ordre de primogéniture, à sa descendance protestante.

L'établissement de ce gouvernement de la nation par elle-même (self-government) doit être mis au nombre des grands événements de l'Histoire d'Angleterre, car c'est un progrès auquel participeront tôt ou tard toutes les nations civilisées.

« La monarchie française, à cette même époque, est

« le terme d'un long développement : sa vieillesse est  
« proche. La monarchie anglaise, au contraire, ouvre  
« une ère nouvelle : elle a puisé une force incroyable  
« dans le rajeunissement de ses traditions séculaires ».

Et le « Bill des Droits » est ainsi le point de départ  
de tous les progrès que, depuis cette époque, la Grande  
Bretagne a faits dans la voie de la liberté.

#### *D. Le Parlementarisme.*

Enfin, à ces trois grandes causes de la déchéance des  
Pouvoirs de la Couronne en Angleterre, il convient  
d'en ajouter une autre, beaucoup plus générale, dont  
l'importance a été extrêmement considérable et dont  
l'influence s'est de tout temps fait sentir : c'est le  
Parlementarisme, c'est-à-dire le développement continu  
et incessant des Parlements ou Assemblées législatives  
en Angleterre.

Dès le règne du Conquérant, le Souverain était  
entouré de conseillers dont le nombre variait suivant  
les époques et suivant la volonté du Roi. Ce conseil  
permanent comprenait les grands officiers de l'Etat :  
le chancelier, le justicier, le trésorier, l'intendant,  
le chambellan, le maréchal, le connétable, ainsi  
que les archevêques d'York et de Cantorbéry,  
auxquels le Roi adjoignait, d'une façon irrégulière, un  
certain nombre d'autres membres. Il assistait le Sou-

verain dans l'exercice de ses fonctions et partageait, avec lui, la responsabilité de ses actes.

Avec le temps, ce Conseil changea entièrement de caractère et il fut créé une série d'administrations distinctes : le maréchal s'occupa des questions relatives à l'armée, le chambellan des finances, les questions relatives aux revenus de la Couronne revinrent à la « Cour de l'Echiquier » et les affaires litigieuses à une commission spéciale, connue plus tard sous le nom de « Cour du Roi ».

Parfois, outre les membres de ce Conseil, le Roi convoquait un certain nombre de nobles, auxquels il adressait des invitations particulières et ces réunions plus importantes étaient désignées sous le nom de Grand Conseil.

Enfin, il arrivait encore, notamment pour le vote des subsides, que le Roi convoquait un nombre plus considérable de personnages et l'assemblée prenait alors le nom de Conseil commun du Royaume.

Il n'y avait donc pas là, à proprement parler, de véritables corps constitués, mais purement et simplement des assemblées, qui étaient plus ou moins nombreuses ou plus ou moins fréquentes, au gré du Souverain.

C'est cependant de cette souche commune que sont nécessairement sorties toutes les institutions politiques et judiciaires de l'Angleterre.

Le Conseil ordinaire s'est divisé en deux branches :

l'une politique et administrative, le Conseil permanent ou privé ; l'autre judiciaire, les Cours de loi commune : c'est l'œuvre du xii<sup>e</sup> siècle, complétée plus tard, à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, par le Cabinet qui est venu se greffer sur la première de ces branches. Le Grand Conseil a cessé d'exister pour se confondre avec le Conseil commun du royaume qui est devenu le Parlement. Enfin, le Parlement, à son tour, s'est divisé, au xiv<sup>e</sup> siècle, en deux Chambres : la Chambre des Lords et la Chambre des Communes.

Les circonstances dans lesquelles la puissance du Parlement se développa en opposition avec celle de la monarchie sont marquées par deux événements principaux qui indiquent la progression continue de la Chambre des Communes. 1<sup>o</sup> Au cours de la lutte entre la Couronne et le Parlement, qui caractérise le règne de Charles I<sup>er</sup>, il devint nécessaire de pourvoir à l'entretien d'une armée permanente. Celle-ci ayant été portée de 5.000 à 40.000 hommes, après la Restauration, commença à être considérée avec défaveur ; on la soupçonnait de renforcer le pouvoir de la Couronne au détriment des droits et des libertés des sujets. Aussi, une clause fut-elle insérée dans le Bill des Droits, défendant la levée ou le maintien d'une armée permanente dans le royaume, en temps de paix, sans le consentement du Parlement. 2<sup>o</sup> La coutume d'affecter à des services distincts les subsides accordés par le Parlement à la Couronne fut pour la première fois

introduite sous le règne de Charles II ; toutefois cet usage ne s'établit définitivement qu'après la Révolution, lorsqu'il fut formellement inscrit, au nombre des maximes de la Constitution, que le vote des subsides et le contrôle des dépenses publiques faites en conformité des votes, est l'attribut inaliénable du Parlement, et principalement de la Chambre des Communes (1).

La reconnaissance de ces deux principes constituait un frein salulaire à l'exercice du pouvoir arbitraire, en même temps qu'elle garantissait et assurait l'influence constitutionnelle de la Chambre des Communes. C'est de cette époque que l'on peut dater la fin du gouvernement par la prérogative en Angleterre, et le commencement du gouvernement parlementaire.

De plus, la Révolution de 1688 servit encore à confirmer les libertés publiques de l'Angleterre et à les placer sur des bases plus solides. Par l'introduction des ministres du Roi dans le Parlement, par l'institution du cabinet rendu responsable vis-à-vis du Parlement, une entente harmonieuse s'établit à la longue entre la Couronne et les assemblées législatives et les vieux abus du gouvernement par la prérogative disparurent à tout jamais.

Enfin, le Bill des Droits, en donnant de la force et

---

(1) Todd, *Le Gouvernement parlementaire en Angleterre*, tome 1, page 72.

de l'assurance aux efforts du Parlement, finit par assurer son indépendance et reconnaître ses fonctions de contrôle. De telle sorte que, désormais, le Parlement put assumer cette surveillance attentive et ce contrôle de l'administration des affaires publiques qui constituent sa mission spéciale de beaucoup la plus importante.

De tout temps, le Parlement a donc servi de frein aux caprices de la Royauté : aussi, n'y a-t-il rien de bien surprenant à ce que, pendant les temps de crises que l'Angleterre a traversés au xv<sup>e</sup> siècle, il ait acquis une influence énorme et une importance considérable.

De nos jours même, chacun sait que le Pouvoir est encore exercé concurremment par la Couronne et le Parlement.

Mais il convient d'ajouter que le parlementarisme anglais a subi de nombreuses transformations depuis le xiii<sup>e</sup> siècle où il servait de barrière aux plus criants abus de la Royauté. Peu à peu, il n'a fait que croître et augmenter d'importance, et, comme le constate M. Lowes Dickinson, dans son remarquable ouvrage (1), c'est au xix<sup>e</sup> siècle qu'il a atteint son plein développement.

En effet, aujourd'hui, l'esprit démocratique a pénétré

---

(1) G. Lowes Dickinson, *Le développement du Parlement pendant le xix<sup>e</sup> siècle*. Traduction de M. Deslandres.

et rajeuni la vieille constitution anglaise. Sans doute le Parlement représente la Nation et vote les lois qui la régissent. Mais son omnipotence sans limites a pris fin. Le Peuple est devenu une force dont les impulsions sont irrésistibles. Dans le pays, de grands partis se sont formés, puissants et autonomes, ayant à leur tête une organisation centrale qui se ramifie dans toute l'étendue du territoire en comités régionaux. C'est dans les réunions de ces partis que les programmes sont étudiés, préparés, et c'est sous leur pression qu'ils passent dans le domaine de l'application politique. Ainsi s'explique pourquoi la Chambre des Lords a perdu de son autorité et de son prestige au profit de la Chambre des Communes et pourquoi cette dernière voit se développer chaque jour au-dessus d'elle l'action du gouvernement.





## DEUXIÈME PARTIE

---

### Limitation des Pouvoirs de la Couronne.

---

La Constitution Britannique. — Complexité inhérente à sa nature. — Ses divers éléments : Loi écrite, Loi coutumière, Usages. — Limitation du pouvoir royal résultant : 1° de la Grande Charte ; 2° de la première Révolution d'Angleterre ; 3° de la Révolution de 1688. — Le Gouvernement de Cabinet. — Le Souverain règne, mais ne gouverne pas.

S'il est au monde une Constitution pleine d'histoire et qui peut se réclamer d'une antique origine, c'est assurément la Constitution anglaise. On sent partout le passé féodal et traditionnel, sous les formes à peine modifiées du droit actuel, et c'est ce qui rend son étude extrêmement difficile. De prime abord, il semble que, depuis six ou sept siècles, la forme de la Constitution anglaise n'a nullement varié. Sous le régime actuel, comme sous Edouard I<sup>er</sup>, nous nous trouvons en présence d'un gouvernement monarchique limité et

d'un Parlement dont le consentement est nécessaire pour lever des impôts ou modifier les lois du pays.

Et cependant, en réalité, que de différences profondes entre les institutions de la fin du xix<sup>e</sup> siècle et celles d'aujourd'hui !

Rien n'est donc plus trompeur que l'apparente immutabilité de la Constitution Britannique.

Maniée par des hommes politiques qui l'interprètent suivant la tournure particulière de leur esprit, si ce n'est suivant leurs intérêts ou ceux de leur parti, forcée de se plier aux circonstances si diverses qui se produisent dans la vie d'une grande nation, elle est inévitablement entraînée dans un courant que rien n'arrête. Et alors, les circonstances, le hasard, amènent un changement léger et insensible à l'origine, mais dont les conséquences peuvent être immenses dans la suite. Comme le dit M. de Franqueville (1) : « Il se  
« produit un phénomène analogue à celui que l'on  
« remarque pour les individus. Chez l'homme que l'on  
« voit chaque jour, les changements qu'amènent les  
« années sont imperceptibles ; chez celui que l'on revoit,  
« après vingt ou trente ans d'absence, la métamor-  
« phose est telle que l'on a peine à le reconnaître.  
« Qui donc, par exemple, a pris garde, au moment où

---

(1) M. de Franqueville, *Le Gouvernement et le Parlement Britanniques*, Tome 1, page 43.

« le fait s'est produit, que le Roi perdait peu à peu  
« l'habitude de présider le Conseil des ministres ? Et  
« voici qu'aujourd'hui l'absence du Souverain est  
« considérée comme une maxime constitutionnelle ».

En Angleterre, ce sont les faits qui créent la coutume. On découvre une première fois un fait quelconque : peu à peu, l'habitude est prise et du moment où on la constate, elle se couvre du nom de coutume et a droit au respect.

Or, cette coutume, ces usages que M. Dicey appelle des « understandings » et « qui s'établissent par un mode de génération que l'on pourrait presque appeler spontané », forment peut-être l'élément le plus important de la Constitution. Ils n'ont pas force de loi et aucun Tribunal ne pourrait les sanctionner, mais ils ont, en réalité, une autorité égale ; de là la nécessité de prendre garde à leur existence. Par suite, leur multitude rend extrêmement difficile et complexe l'étude de la Constitution.

« Il y a, en effet, dans notre Constitution, dit Anson, « bien des choses dont il est difficile de se rendre « compte : nous trouvons une pratique en vigueur à « une époque et une pratique toute différente sur le « même sujet, à un autre moment, et il est quelquefois « difficile sinon impossible d'indiquer à quel moment « ce changement a eu lieu » (1).

---

(1) Anson, *Law and custom of the Constitution*, vol. 1, chap. III.

Donc, pour bien comprendre le mécanisme de la Constitution Britannique, il est indispensable de distinguer les éléments qui la composent. Ces éléments sont de trois sortes : la loi écrite, la loi coutumière et les usages.

*La loi écrite.* — Ce qui frappe tout d'abord, lorsqu'on considère le petit nombre de documents législatifs qui traitent des questions constitutionnelles, c'est l'unité de pensée qui se poursuit à travers les siècles. Quelle que soit la gravité des Révolutions ou l'importance des événements qui affectent l'existence de la nation, il n'entre jamais dans l'esprit des hommes d'Etat de rédiger un Code ou d'édicter une série de lois pour arrêter les traits généraux des institutions politiques.

Le principe, c'est que tout est réglé par la coutume. La Royauté et le Parlement n'existent qu'en vertu de la coutume. La loi écrite n'intervient que pour affirmer les dispositions de la loi coutumière, lorsqu'elles ont été méconnues ou violées : de là, l'uniformité de leur caractère et de leur forme.

C'est toujours la négation :

Le Roi ne pourra pas lever d'impôts sans le consentement du Parlement, dit la Grande Charte.

Le Roi ne pourra pas dispenser de l'exécution des lois, dit le Bill des Droits.

En un mot, à toute époque, la loi écrite intervient

seulement pour revendiquer « ces anciens droits qui forment, suivant la noble et énergique expression des anciens documents, le patrimoine héréditaire de tout citoyen anglais. » (1)

« Les libertés et franchises sont le droit natif « (birthright) ancien, incontesté, et l'héritage des sujets « d'Angleterre. » (Remontrance du Parlement à Jacques I<sup>er</sup>),

Telles sont les lois écrites, celles que M. Boutmy, dans son remarquable *Traité* (2), désigne sous le nom de « pactes », parce qu'elles constituent en effet, des sortes de contrats synallagmatiques passés entre le Souverain et le peuple.

A ces « pactes », il convient d'ajouter les traités proprement dits, conclus entre les Parlements des diverses parties du Royaume au sujet de l'union de l'Ecosse et de l'Irlande avec l'Angleterre et enfin dans les temps modernes les statuts ou actes du Parlement.

*La Loi coutumière.* — C'est celle que les Anglais nomment le « common law. » Elle comprend un ensemble de dispositions légales ne se rattachant à aucun texte de loi écrite, mais sanctionnées par les Tribunaux. Ces dispositions s'appuient sur des précédents, sur

---

(1) M. de Franqueville, *Le Gouvernement et le Parlement Britanniques*, Tome 1, page 46.

(2) Boutmy, *Etudes de Droit Constitutionnel*, page 9.

des monuments de jurisprudence constatant l'existence et la valeur juridique de certains principes, lesquels servent de règles ou de points de repère.

Néanmoins, son importance est immense, car c'est elle seule qui sanctionne l'existence et détermine l'organisation des grands pouvoirs de l'Etat.

Les légistes ne sont point d'accord sur les origines de cette « common law » qu'ils qualifient de mystérieuses et qu'ils disent se perdre dans la nuit des temps. Il nous suffira de savoir que, sous les Saxons, la législation était essentiellement coutumière et qu'on ne se décidait à rédiger les lois par écrit que dans des cas tout à fait exceptionnels où un événement grave en faisait reconnaître la nécessité. Nous voyons en effet que lorsque Guillaume le Conquérant apparut, il jura solennellement d'observer les coutumes du pays, les lois du bon roi Edouard. Les successeurs ont également juré solennellement de respecter cette vieille législation coutumière et c'est ainsi que l'Angleterre a été, dans les premiers temps, régie par ces lois confirmées et complétées par les divers souverains qui se sont succédés, avec le consentement des Barons.

Enfin, c'est au pouvoir judiciaire qu'il appartient, en cas de contestations, de fixer les limites de cette loi coutumière, de telle sorte que l'on peut, en réalité, définir sa part dans la Constitution, en disant que c'est la série des règles dont les cours de justice reconnaissent la valeur légale.

*Les Usages.* — Ils forment le troisième élément de la Constitution Britannique et non le moindre assurément. En Angleterre, tout se règle par l'usage, et c'est précisément ce que notre esprit français se plie difficilement à admettre. Comme le dit M. Boutmy : (1) « Il y a là de quoi faire frémir ce qu'il y a en nous « de cet esprit passionnément précis, exact, explicite, « qui est comme l'instinct législatif de la France. » Et il faut bien reconnaître du reste qu'une chose semblable n'est en effet possible que dans un pays comme l'Angleterre qui n'a, ni notre état social, ni nos mœurs politiques et qui s'est de tout temps borné, tout en respectant certains principes, à les rajeunir sans cesse, à les accommoder aux exigences de l'esprit public.

Or, ces usages, ces « understandings » sont à la fois les plus insaisissables et les plus importants éléments de la Constitution anglaise. « Ils ne se bornent pas à créer, ils détruisent ; ils ne changent pas la lettre des lois, ils en dénaturent l'esprit. Ils naissent un jour, puis disparaissent tout à coup : on les croit morts, ils ne font que sommeiller jusqu'au jour où l'on a intérêt à les faire revivre. Veut-on se rendre compte de leur importance et de leur action : que l'on examine le rôle du Souverain et l'exercice du pouvoir que lui reconnaît la loi coutumière. Que l'on compare ensuite un Plan-

---

(1) Boutmy, *Etudes de Droit Constitutionnel*, page 32.

tagenet à un Tudor, un Stuart à un prince de la Maison de Hanovre ou, pour ne point remonter si haut, que l'on considère les rôles respectifs de Georges III et de la reine Victoria. Est-ce réellement le même trône, la même Constitution ? Une Révolution formidable a-t-elle bouleversé le pays ? Point du tout. Pas un iota n'a été changé au texte des lois, l'usage seul a varié » (1).

Comment dès lors se reconnaître au milieu de l'enchevêtrement de ces différents usages ? Ce n'est ni dans les textes de lois, ni dans les monuments de la jurisprudence, non plus que dans les ouvrages théoriques, qu'il sera possible de les trouver et de les démêler. D'ailleurs, et à dire vrai, l'usage ne peut se bien connaître que par l'usage même : c'est pourquoi la connaissance de la loi constitutionnelle est une affaire de pratique, non de théorie.

Dans ces conditions, nous ne nous y attarderons pas davantage et, en ce qui concerne notre sujet, au lieu d'entrer dans le détail et d'examiner un par un tous les éléments de nature à porter atteinte aux prérogatives royales, nous nous bornerons à étudier les grandes modifications apportées à l'exercice des Pouvoirs de la Couronne par les trois grands événements qui ont fait l'objet de notre précédent chapitre. Nous aurons ainsi dégagé notre « Troisième Partie »,

---

(1) Voir Franqueville, *Le Gouvernement et le Parlement Britanniques*, tome 1, page 73.

qui comprendra l'étude des Pouvoirs actuels du Souverain.

Vers la fin du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, au lendemain de la conquête, l'Angleterre possédait une royauté extrêmement forte, riche et puissante.

Guillaume avait eu pour sa part de conquête de nombreux manoirs, toutes les propriétés publiques et le haut domaine de toutes les villes, si bien qu'en aucun pays, à cette époque, la Royauté n'avait des forces aussi considérables et des revenus aussi étendus. Le Roi normand était le chef de la Féodalité et le Pouvoir royal, malgré le Wittenagemot, aurait été complètement absolu, si l'ordre régulier de succession au trône avait été rigoureusement suivi. Mais la nécessité de se donner un titre légal, à défaut de droit héréditaire, forçait les Rois à demander la ratification de leur titre par les formalités de l'élection et du couronnement qui constituaient en quelque sorte une reconnaissance implicite des droits de la nation. Et c'est ainsi que les libertés politiques sortirent de la plus dure tyrannie qu'ait jamais subie un pays et que la Royauté, la plus forte qui existât au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, devint peu à peu de plus en plus limitée.

Nous allons donc successivement examiner en détail les limitations apportées au Pouvoir royal d'abord par la Grande Charte de 1215, ensuite par la première Révolution d'Angleterre, et enfin, par la Révolution de 1688.

*Le Pouvoir royal après la Grande Charte.*

C'est dans la Grande Charte de 1215 que furent, pour la première fois, formellement et solennellement constatés les droits de la nation Britannique ; c'est elle qui a permis l'établissement des libertés nationales sur des bases solides, et c'est à elle aussi qu'il faut reporter les premières et importantes limitations du Pouvoir royal en Angleterre.

On peut grouper sous six chefs principaux, les articles de la Grande Charte :

1° La confirmation des libertés et privilèges du clergé.  
— « Que l'Eglise d'Angleterre soit libre, et qu'elle ait  
« ses droits intacts et ses libertés entières. »

C'est la partie qui a le moins d'importance, car ces questions avaient été réglées auparavant, lorsque le Roi d'Angleterre avait fait sa soumission au Saint-Siège.

2° Le règlement et la détermination précise de certains points contestés du droit féodal.

La Charte fixe le « relief » que doivent payer au suzerain les héritiers immédiats ou médiats d'un fief ; elle indique à quelles conditions le Roi doit laisser se marier les enfants, se remarier la veuve d'un vassal. Il faut dire qu'en cette matière, les Rois s'étaient jusqu'alors conduits d'une façon absolument arbitraire et c'était même une source de violences et d'odieux abus.

3° La définition des contributions en argent que,

sous les noms « d'aide et d'escuage », le Roi pouvait prélever sur ses barons. C'est un des points essentiels de la Grande Charte :

« Qu'aucun escuage ni aide ne soit mis dans notre  
« royaume, si ce n'est de l'avis du Grand Conseil dudit  
« royaume, sauf pour nous racheter, pour faire cheva-  
« lier notre fils aîné et pour marier notre fille aînée ;  
« et que, pour ces derniers cas, il ne soit mis que  
« des aides raisonnables. Il en sera de même à l'égard  
« des subsides que nous lèverons sur la ville de Lon-  
« dres ».....

« Pour établir une aide ou un escuage, dans d'autres  
« cas que les cas ci-dessus énoncés, nous tiendrons le  
« commun conseil du royaume, nous ferons convoquer  
« les archevêques, évêques, abbés, comtes et grands  
« barons, individuellement et par lettre de nous, et  
« nous ferons convoquer en masse, par nos vicomtes et  
« baillis, tous nos tenanciers directs ».

4° Les garanties de bonne justice. — La Cour des plaids communs, pour les procès civils, ne doit plus suivre le Roi, mais se tenir en un lieu fixe, à Westminster. Le Roi ou son grand justicier doit envoyer quatre fois l'an, dans chaque comté, deux juges, qui, assistés de quatre chevaliers, choisis par la cour du comté, tiendront des assises.

La garantie suivante est plus importante encore :

« Aucun homme libre ne sera arrêté, ni emprisonné,  
« ni dépossédé, ni mis hors la loi, ni exilé, ni atteint

« en aucune façon ; nous ne mettrons point et ne  
« ferons point mettre la main sur lui, si ce n'est en  
« vertu d'un jugement légal rendu par ses pairs et  
« selon la loi du pays.

« A nul ne vendrons, à nul ne refuserons le droit  
« et la justice. »

5° La promesse de n'exercer aucune vexation contre  
les bourgeois, les marchands, les vilains.

« Les marchands auront pleine liberté de venir en  
« Angleterre, d'en sortir, d'y rester, d'y voyager par  
« terre et par eau, pour vendre et acheter, sans aucune  
« maltôte (taxe illégale) selon les anciennes et droites  
« coutumes du royaume. »

6° Les mesures prises pour assurer l'exécution de  
toutes ces promesses royales.

« Les Barons éliront à leur gré vingt-cinq barons  
« du royaume, chargés de veiller au maintien et à  
« l'exécution de la charte. Si le Roi ou ses serviteurs  
« violent les dispositions de la Charte, les Barons  
« dénonceront cet abus au Roi et le sommeront de le  
« faire cesser sans retard.

« Si le Roi n'obtempère pas à leur demande, les  
« Barons auront le droit, quarante jours après la  
« sommation faite par eux, de poursuivre le Roi,  
« de le dépouiller de ses terres et châteaux, sauf la  
« sûreté de sa personne, de celle de la Reine et de  
« ses enfants, jusqu'à ce que l'abus ait été réformé  
« au gré des Barons. »

La lecture de ce fameux acte nous conduit donc bien à admettre que la Grande Charte a été uniquement destinée à enregistrer les conquêtes faites par les Barons sur la Royauté.

Comme l'a très nettement défini M. Boutmy : (1)

« Ce n'est pas précisément un traité, parce qu'il n'y  
« à pas ici deux souverainetés légitimes ni deux nations  
« en présence ; ce n'est pas non plus une loi, elle  
« serait entachée d'irrégularité et de violence ; c'est  
« un compromis ou un pacte. Les Barons n'y apparaissent pas comme sujets : ils sont affranchis de leur  
« promesse de fidélité. Ils y apparaissent comme  
« belligérants. Le Roi est devant eux comme un vaincu,  
« presque comme un étranger ; il subit les conditions  
« que lui imposent les vainqueurs ».

Désormais, le Pouvoir royal se trouve singulièrement amoindri et diminué en même temps qu'il s'éloigne de l'Absolutisme. Par la Grande Charte, le peuple anglais donne un fondement à ses libertés et le Roi voit son omnipotence disparaître dans les multiples restrictions apportées à ses principales prérogatives.

Et ces importantes limitations que la Grande Charte apporte aux pouvoirs de la Couronne procurent au peuple anglais ces deux grands bienfaits : l'établissement de la liberté civile sur une base immuable et le

---

(1) Boutmy, *Etudes de Droit Constitutionnel*,

maintien de l'indépendance nationale sous la dynastie légitime. De telle sorte que l'on peut affirmer avec raison que la Charte de 1215 a assuré les droits civils de tous les citoyens anglais tout en réduisant et en maintenant dans de justes limites les prérogatives de la monarchie.

*Le Pouvoir royal depuis la Grande Charte de 1215 jusqu'après la première Révolution d'Angleterre.*

Durant les trois siècles qui ont suivi la proclamation de la Grande Charte, l'Angleterre a traversé une longue période extrêmement favorable au développement des libertés publiques et partant, le pouvoir royal, à cette époque, s'est encore vu fortement amendé et limité par suite de l'essor du Parlement et de ses continuellen interventions.

Aux <sup>xiii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècles, et malgré la Grande Charte, les Rois d'Angleterre auraient été aussi disposés que les autres Rois de l'Europe à être absolus, mais les nombreuses guerres qu'ils eurent à soutenir les forcèrent à se soumettre aux volontés du Parlement auquel ils appelèrent les représentants des comtés et des bourgs pour obtenir les subsides qu'ils n'auraient pu avoir sans cela.

Et, à peine né, le Parlement chercha à marquer nettement son autorité en arrachant à la Royauté d'importantes parcelles de sa prérogative.

Déjà, les Communes réclamaient énergiquement le redressement de leurs griefs comme condition du vote des subsides : elles ajoutèrent que cette condition serait consignée au rôle du Parlement, comme témoignage écrit, dont elles pourraient faire usage, si l'on faisait, à l'avenir, quelque tentative contraire auxdites stipulations.

Peu à peu, elles gagnèrent également une grande autorité en ce qui concerne le pouvoir de faire les lois. Jusque là, le Roi rédigeait les lois et les proposait ensuite aux deux Chambres. A partir du règne d'Edouard III, presque toutes les lois furent déclarées faites par le Roi à la requête des Communes et avec le consentement des lords et des prélats.

Enfin, elles arrivèrent à faire établir définitivement ces trois principes essentiels :

1° L'illégalité des impôts levés sans vote du Parlement ;

2° La nécessité du concours des deux Chambres pour modifier les lois ou en édicter de nouvelles ;

3° Le droit pour les Communes de s'enquérir des abus et de mettre en accusation les Conseillers du Roi.

Par suite, on peut dire sans conteste que si les <sup>xiii</sup>e, <sup>xiv</sup>e et <sup>xv</sup>e siècles constituent une ère de grands progrès pour les libertés publiques, en revanche, les pouvoirs de la Couronne, pendant le même laps de temps, subissent de sérieux et importants démembrements qui sont autant d'atteintes à l'autorité du

Souverain. Les demandes de subsides nécessitées par les guerres continuelles au dehors ainsi que par les troubles intérieurs ont rendu la couronne précaire sur la tête du monarque anglais et ont constitué une barrière infranchissable pour le despotisme. Au reste, déjà, à cette époque, l'opinion que le peuple se forme du Pouvoir royal change singulièrement. Désormais, le Roi est appelé à protéger la vie, les propriétés et les droits de ses sujets ; telle est la seule cause, la fin véritable pour laquelle le peuple lui a délégué sa puissance, tel est aussi le seul pouvoir auquel il puisse justement prétendre. Il ne lui appartient donc pas de faire la loi : il n'a que le devoir de s'y soumettre.

La loi est au-dessus de lui, impérieuse, intangible. Il règne, non pour la poursuite de ses visées personnelles, mais pour le bien du peuple dont il est le chef.

Il ne peut, de son propre mouvement, détruire ou même modifier une règle législative quelconque. Les biens de ses sujets sont sacrés. Il doit leur en assurer la jouissance paisible et ne les grever d'aucune charge fiscale qui n'aurait été préalablement consentie par la volonté collective.

En un mot, aux termes des institutions d'où il dérive, son pouvoir est soumis à des limitations si précises qu'aucun acte de tyrannie ne lui est loisible et que les droits et libertés de tous sont efficacement protégés contre toute entreprise autocratique susceptible de les atteindre.

Parmi les nombreuses causes qui permirent aux Anglais d'acquérir de si bonne heure et de conserver cette fameuse liberté politique qui étonnait toute l'Europe au xv<sup>e</sup> siècle, il faut citer en toute première ligne leur attachement et leur respect pour la loi ainsi que l'égalité civile de tous. De plus, comme nous l'avons déjà vu, ce sont les guerres du continent qui forcèrent continuellement le Roi à demander des subsides et par conséquent à réunir le Parlement.

Et c'est ainsi qu'Hallam a pu écrire : (1)

« On dit que nos libertés furent achetées au prix du sang de nos pères, mais il est bien plus exact de dire qu'ils achetèrent ces libertés avec leur argent. La plupart des bonnes lois ont été obtenues, dans le sens littéral du mot, par un marché à prix d'argent avec la Couronne. »

Malheureusement, la servilité des Parlements pendant le xvi<sup>e</sup> siècle et la lutte de ces derniers avec les Stuarts, arrêtaient pendant longtemps la limitation progressive des pouvoirs de la Couronne.

C'est ainsi qu'après la République et la Restauration, nous voyons Charles II se donner l'illusion d'un Souverain de droit divin, se croyant placé au-dessus des lois, s'arrogeant le droit de dispenser de l'exécution de certains statuts, et s'entourant de légistes qui déclarent

---

(1) *Europe during the middle ages*, ch. iv, p. 402.

que la prérogative royale est la véritable vie de la loi en vertu de la célèbre formule : « A Deo lex, a rege lex ».

Mais l'Angleterre du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle n'est plus celle des <sup>xv</sup><sup>e</sup> et <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècles :

Le trône que Charles II laisse à son successeur Jacques II est déjà très fortement ébranlé.

Quant à ce dernier, il heurtera tellement les sentiments du pays que tous les intérêts seront promptement alarmés et amèneront la fameuse Révolution de 1688.

#### *Le Pouvoir Royal après la Révolution de 1688.*

C'est surtout à partir de la grande Révolution de 1688, que la monarchie anglaise, après tant de vicissitudes, est enfin vraiment limitée, en fait comme en droit. Jusqu'alors, et malgré les grands progrès accomplis précédemment, tout avait dépendu du Roi. La Chambre des Lords et la Chambre des Communes avaient été créées par un acte de la Couronne et tenaient d'elle tous leurs pouvoirs : désormais, le contraire était vrai, c'était le Parlement qui avait créé les droits du monarque et qui avait en même temps posé les limites de la prérogative royale.

« Quoique aucune personne ni aucune chose ne  
« puisse se soustraire au pouvoir du Roi, cependant  
« ce pouvoir est combiné de telle sorte et tellement  
« limité en tout que, dans tout ce qu'il fait, la loi seule

« est sa règle. Le don de toute faveur du Roi fait con-  
« trairement à la loi, est nul. Quelque pouvoir qu'ait  
« le Roi, il l'a par la loi. » (1)

A dater de ce moment, l'absolutisme disparaît entièrement et si le gouvernement personnel subsiste encore, du moins, en fait, les grands principes constitutionnels ne sont plus systématiquement ni méconnus, ni violés. Car, en conférant la Couronne à Guillaume d'Orange, le Parlement avait pris ses précautions, en limitant par le Bill des Droits du 24 février 1689, les pouvoirs du Souverain.

« Le prétendu pouvoir de l'autorité royale de sus-  
« pendre les lois et l'exécution des lois, sans le consen-  
« tement du Parlement, est illégal. De même en est-il  
« de la prétention de dispenser des lois ou de l'exécu-  
« tion des lois. »

« Toute levée d'impôts, pour et à l'usage de la  
« Couronne, sous prétexte de prérogative, sans le  
« consentement du Parlement, ou pour un temps plus  
« long et d'une manière autre qu'il aurait été arrêté  
« par le Parlement, serait illégale ».

« C'est un droit des sujets de présenter des pétitions  
« au Roi, et les emprisonnements ou les poursuites  
« exercées contre des pétitionnaires sont illégaux ».

« La levée et l'entretien d'une armée, dans le

---

(1) M. de Franqueville, *le Gouvernement et le Parlement Britanniques*, Tome I, page 144.

« royaume, en temps de paix, si ce n'est du consente-  
« ment du Parlement, seraient contraires à la loi ».

« Les élections des membres du Parlement doivent  
« être libres ».

« La liberté de parler dans les débats ou actes, au  
« sein du Parlement, ne peut être réprimée ou mise  
« en question devant aucune Cour, ni hors du Parle-  
« ment. »

« On ne peut ni exiger une caution, ni imposer une  
« amende excessives, ni infliger des peines cruelles et  
« inusitées ».

« La liste des jurés doit être dressée en bonne et  
« due forme, et notifiée ; les jurés qui prononcent sur  
« le sort des accusés, dans les procès de haute trahison,  
« doivent être de francs tenanciers ».

« Les remises d'amendes et confiscations, faites  
« avant que conviction ait été acquise ou jugement  
« porté, sont illégales et nulles ».

« Enfin, pour remédier à tous les griefs et pour  
« l'amendement, l'affermissement et la conservation des  
« lois, il sera tenu fréquemment des Parlements »

Peu après, fut voté le premier bill de « mutiny »  
qui, jusqu'à ces derniers temps encore, devait être  
approuvé, chaque année, par les Chambres, pour  
autoriser le Gouvernement à tenir des troupes sous  
les armes.

De plus, en 1700, l'acte de « Settlement » règle  
l'ordre de succession à la Couronne et déclare qu'au-

cune guerre, nécessitée par la défense des possessions que les Souverains pourraient avoir sur le continent, ne pourra être entreprise sans l'assentiment du Parlement. Il ajoute une disposition capitale consacrant l'immovibilité des juges qui continueront à être nommés par la Couronne, mais qui ne pourront être révoqués, et enfin le droit de grâce du Souverain est limité en ce sens qu'il ne peut plus désormais permettre de repousser une mise en accusation de la Chambre des Communes.

Mais tous ces changements ne se sont pas uniquement produits dans les lois : ils se sont aussi et surtout produits dans l'esprit et les sentiments du peuple.

Et comme l'a fait ressortir Hallam : (1)

« C'est par ce tour nouveau des esprits, par ce  
« changement des cœurs, si je puis m'exprimer ainsi,  
« bien plus que par des statuts positifs et des amé-  
« liorations dans les lois, que la Révolution a si puis-  
« samment contribué à notre liberté et à notre  
« prospérité » ..... « Elle coupa, dans ses racines,  
« toute cette théorie de droit indestructible et de  
« prérogative souveraine, qui avait mis la Couronne  
« en continuelle opposition avec le peuple. »

---

(1) Hallam, *Histoire Constitutionnelle*.

*Le Gouvernement de Cabinet*

Enfin, il reste encore à étudier les limitations apportées aux pouvoirs de la Couronne résultant du Parlementarisme, je veux parler des ministres ou plus exactement du gouvernement de cabinet.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, tandis que la vieille monarchie française tombait en pleine décadence, l'Angleterre sortie des difficultés intérieures, préparait les éléments de son étonnante grandeur. Ce contraste entre nos deux pays s'explique surtout par la différence des deux gouvernements : En France, c'était le despotisme avec ses pires abus que les Anglais avaient connu au moment de la conquête ; en Angleterre, c'était le Parlementarisme avec tous ses avantages. Tandis que le gouvernement britannique ne se préoccupait que du bien public, le gouvernement, en France, n'avait en vue que la satisfaction personnelle du monarque, à laquelle tous les intérêts du Royaume étaient subordonnés.

Quand la dynastie des Stuarts s'éteignit en 1714, par la mort de la bonne reine Anne, ce fut l'électeur de Hanovre qui lui succéda sous le nom de George I<sup>er</sup> et qui fonda la dynastie hanovrienne qui règne encore de nos jours. George I<sup>er</sup> était âgé de 55 ans, lorsqu'il monta sur le trône d'Angleterre. Tout à fait allemand de goûts et de manières, il était d'un extérieur commun, doué d'une intelligence médiocre et ignorant les

lois et même la langue du pays où il allait régner : « il ne savait pas l'anglais et n'aurait pas été capable de l'apprendre, quand même il aurait essayé ». Aussi le résultat ne se fit pas longtemps attendre et, au bout de quelques semaines, il fut universellement détesté.

Son fils, Georges II, qui lui succéda en 1727 et régna jusqu'en 1760, ne valait pas intellectuellement beaucoup mieux que lui : d'un esprit borné, très formaliste, d'une avarice sordide, obstiné et sujet à de violents accès de colère, il ignorait presque autant que son père les mœurs et la Constitution de l'Angleterre et se laissait gouverner par sa femme, Caroline d'Anspach, qui usait d'une merveilleuse adresse pour diriger avec le concours des ministres les volontés incertaines de son mari.

Mais cette ignorance des premiers Rois de la dynastie de Hanovre, loin d'être préjudiciable à l'Angleterre, servit au contraire à l'affermissement du gouvernement parlementaire. George I<sup>er</sup> ne savait pas l'anglais et ses ministres ignoraient l'allemand ; pour s'entendre, ils devaient recourir à la langue latine, et, en définitive, ils s'entendaient fort mal. Aussi George I<sup>er</sup> prit-il l'habitude de ne plus assister au Conseil des ministres et les laissa-t-il gouverner à leur gré, soumis au seul contrôle du Parlement.

George II, qui avait, sur son père, l'avantage de parler couramment l'anglais, mais qui était aussi allemand par le cœur, continua cette même tradition de gouverne-

ment, et c'est ainsi que la Royauté cessa d'être le rouage le plus important de l'Etat. Ce fut le Parlement, ou, plus exactement, le Cabinet qui lui succéda dans ce rôle.

Mais il ne faudrait pas croire, qu'à cette époque, le Parlement représentât le peuple anglais tout entier, il ne représentait que l'aristocratie et la haute bourgeoisie. La haute noblesse était toute puissante en Angleterre, car elle avait eu un rôle absolument différent de celui de la noblesse française : elle avait constamment protégé le petit peuple contre l'arbitraire royal, aussi ce dernier acceptait docilement son influence.

Des deux chambres qui composaient le Parlement, l'une, la Chambre des Lords, et c'était la plus importante au XVIII<sup>e</sup> siècle, comprenait les chefs héréditaires des grandes familles aristocratiques ainsi que les chefs de l'Eglise anglicane. Quant à la Chambre basse ou des Communes, elle était, elle aussi, une assemblée aristocratique. Ses membres étaient nommés, les uns par les comtés, les autres par les villes ou bourgs : les premiers étaient élus par la petite noblesse, les seconds par les bourgeois, et le petit peuple n'avait aucun droit électoral. En somme, l'aristocratie dominait entièrement le Parlement, mais cette aristocratie fut intelligente et son autorité bienfaisante pour le pays ; car, en réduisant à l'impuissance les premiers rois de la maison de Hanovre, elle imposa au gouvernement une politique nationale uniquement soucieuse du bien public d'où est résultée la prospérité de la Grande Bretagne.

C'est donc à partir de l'avènement de la dynastie de Hanovre que le gouvernement a été dirigé non plus par les rois, mais par le cabinet, c'est-à-dire les ministres. Ces derniers, investis de la confiance du Parlement, restaient au pouvoir tant qu'ils la conservaient et se voyaient obligés de le quitter lorsque les Chambres émettaient contre eux un vote hostile.

Le cabinet, de même que l'office de Premier Ministre, qui constituent le rouage principal du système gouvernemental anglais, sont entièrement inconnus de la loi et n'ont jamais été reconnus par aucun Acte du Parlement (1).

A l'origine, le cabinet était simplement une assemblée de ministres discutant sur les affaires importantes. Aujourd'hui, il est universellement reconnu comme une partie essentielle de l'organisation politique de l'Angleterre et représente en quelque sorte le « moteur » de l'exécutif.

Quant à l'existence du Premier Ministre, elle date de l'époque où le Roi cessa d'assister au conseil de cabinet. Robert Walpole fut le premier « Prime Minister » au sens attaché de nos jours à ce mot (2). Il est vrai cependant que l'étendue et les sources de son pouvoir différaient, à bien des points de vue, de l'éten-

---

(1) Macaulay, *History of England*, vol. I, page 211.

(2) Chef effectif du gouvernement.

due et des sources du pouvoir des Premiers Ministres d'aujourd'hui. Walpole entra au cabinet comme un politique d'une habileté reconnue : il y trouva un groupe d'hommes avec lesquels il était d'accord sur les principales questions de l'époque et il s'établit Premier Ministre en en faisant sortir l'un après l'autre tous ceux qui avaient tendance à lui disputer la prééminence.

Son pouvoir découlait de deux sources : la faveur royale et son art de conduire le Parlement ; mais la longue durée de son ministère de 1721 à 1742 s'explique par la corruption éhontée qu'il pratiqua. Sa politique, pour avoir la paix avec le Parlement, consista à acheter les députés qui voulurent se vendre : il y en eut assez pour former une belle majorité. Aussi Walpole aimait-il à dire : « Tout homme a son tarif, c'est une simple question de chiffres » et c'est ce qui lui valut le surnom de maquignon de consciences ».

De nos jours, le xix<sup>e</sup> siècle a enfin ouvert une ère nouvelle : l'aristocratie voit, à son tour, diminuer le pouvoir qu'elle a longtemps exercé ; les classes moyennes en prennent leur part, puis la démocratie finit par devenir la maîtresse : ce sont les trois grandes réformes de 1832, de 1867-68 et de 1884.

Cette fois, c'est le législateur qui statue dans sa toute-puissance : par le premier réform-bill, il bouleverse le droit électoral immuable depuis quatre siècles ; par le second, il donne aux villes le suffrage universel qu'il

étend, par le troisième, à l'ensemble des collèges électoraux du royaume d'Angleterre.

Depuis cette extension de la franchise électorale, le Premier Ministre est devenu de plus en plus l'élu direct du peuple, car la Chambre des Communes est aussi devenue de plus en plus le porte-paroles et l'écho de l'opinion publique. Aujourd'hui, le Cabinet dépend uniquement de la Chambre des Communes. Théoriquement, la Chambre des Lords est un « Conseil de la Couronne », et les membres du Cabinet sont « Serviteurs de sa Majesté ». Bref, le Cabinet est un organe bien défini dont tout le monde se fait une idée assez nette, quoiqu'il reste inconnu à la loi. C'est un groupe de personnes collectivement responsables de la politique et du gouvernement de l'Etat. Les membres du Cabinet sont choisis et dirigés par un chef, le Premier Ministre, qui est le principal représentant du parti politique qui a pour un temps la majorité à la Chambre des Communes et dans le pays.

A l'heure actuelle, c'est le Cabinet et non la Chambre qui gouverne, et la progression du pouvoir du Cabinet aux dépens de celui de la Chambre a été le phénomène politique le plus considérable de ces dernières années.

Désormais, les ministres cherchent leur appui pour soutenir leur politique, non plus dans le Parlement, mais directement dans les électeurs et, quoique dépendant, bien entendu, de leur majorité à la Chambre, en fait, ce sont eux qui dominent plutôt leur majorité.

Nous venons d'essayer d'exposer en quelques lignes non pas l'histoire complète, car ce serait l'histoire même de l'Angleterre, mais les conséquences des grands événements qui, depuis la Conquête, ont apporté de sérieuses et importantes limitations aux pouvoirs de la Couronne.

Depuis deux siècles, les principes fondamentaux sont acceptés et respectés, et suivant les termes d'un acte de Guillaume III « les Rois et Reines qui montent sur le trône d'Angleterre doivent gouverner suivant les lois et coutumes du pays. »

Le monarque ne peut plus ni créer des lois de son plein gré, ni abroger celles qui sont en vigueur ; il doit uniquement se borner à en assurer l'exécution. De même, il ne peut dispenser personne de l'obéissance aux lois, non plus que suspendre l'exécution des statuts. Enfin, il ne peut établir ou percevoir aucune taxe qui n'aurait pas été votée par le Parlement. Dans ces conditions, on peut résumer l'ensemble de ses pouvoirs dans cette formule : « Le Souverain règne, mais ne gouverne pas. »



## TROISIÈME PARTIE

---

### Les pouvoirs actuels du Souverain

---

Le Souverain. — Héritéité de la Couronne. — Suprématie du Souverain. — Irresponsabilité personnelle. — Responsabilité des ministres. — Droits personnels du Souverain. — Rôle des derniers Souverains.

Le Couronnement. — Le serment. — La prérogative royale. — Le Souverain, source de Justice. — Le Souverain, source des grâces et des honneurs. — Le Souverain, chef de l'Eglise. — Le Souverain, chef de l'Etat. — Le commandement de l'Armée. — Le commandement des Flottes. — L'administration générale. — Rôle du Roi dans la politique extérieure. — Personnalité du monarque.

Le Souverain en Parlement. — Constitution du Parlement. — Convocation des Chambres. — Délibération des deux assemblées. — Approbation des Lois. — Prorogation et dissolution du Parlement. — Rôle actuel du monarque.

De nos jours, au point de vue exécutif, l'autorité suprême de l'Etat en toutes matières, civiles et mili-

taires, de même que la juridiction et la suprématie sur toutes affaires du Royaume appartient au Souverain de l'Empire Britannique, en vertu de ses fonctions royales.

Il est, en effet, dans l'Etat, la source de toute autorité, dignité et honneur, ainsi que de toute juridiction politique. De plus, il est encore le chef de la législature. Donc, en ce qui concerne la vie extérieure de l'Empire Britannique, le Souverain est le Représentant visible de l'Etat.

En Angleterre, la Couronne est héréditaire ; mais au point de vue légal « le Roi ne meurt jamais » (*the king never dies*). Comme le dit avec juste raison Blackstone, « son corps physique périt, mais sa personnalité morale demeure ». Le décès du souverain se nomme ordinairement son transfert (*demise*) ce qui signifie que, par suite de sa mort, le Royaume est immédiatement transféré ou remis à son successeur. Ainsi, la dignité royale reste perpétuelle.

La succession à la Couronne d'Angleterre a toujours été héréditaire, à la condition toutefois de ne pas donner à l'expression d'hérédité le sens absolu qu'elle possède aujourd'hui. Autrefois, chez les Saxons, alors que les destinées de la nation, à l'exemple de toutes les peuplades guerrières, dépendaient uniquement de la valeur et de la sagesse du Souverain, malgré que le droit d'héritage fût limité à une seule famille, on ne considérait pas cependant comme une règle absolue et

intangible que la dévolution eut lieu en faveur de l'héritier le plus proche. Les aptitudes et la valeur personnelle de chacun formaient des éléments qui entraient en ligne de compte. Au reste, les Saxons regardaient le règne d'un enfant mineur comme incompatible avec la sûreté de l'Etat et, si l'héritier naturel n'avait pas atteint sa majorité au moment où il était appelé à régner, on choisissait un autre membre de la famille royale et on le présentait à l'assemblée du peuple qui ratifiait le choix ainsi fait par de longues acclamations (1).

En principe, la Couronne revenait donc à l'héritier direct. Aujourd'hui, depuis l'« Act of Settlement », l'hérédité est conditionnelle, limitée aux héritiers de la branche de la princesse Sophie de Hanovre, membres protestants de l'Eglise d'Angleterre et mariés à des protestants.

Le Roi d'Angleterre, par suite de la prééminence et de la suprême dignité de la Couronne, n'est et ne peut être justiciable d'aucun Tribunal, quel qu'il soit, parce que tous les Tribunaux du Royaume sont présumés tenir leur autorité de lui et qu'aucun d'eux n'a reçu pouvoir d'exercer sur lui autorité ou juridiction.

En outre, de par la loi, la personne royale est inviolable et sacrée et, personnellement, le Souverain

---

(1) Hallam, *Europe during the middles ages*, ch. iv.

est irresponsable pour tous les actes du gouvernement.

Mais le pouvoir du monarque n'est ni absolu; ni illimité : il dérive de la loi et il y est soumis, car, suivant une maxime du common law : « Le Roi ne « doit pas être soumis aux hommes, mais seulement à « Dieu et à la loi, car c'est la loi qui fait le Roi. » Le Roi est donc tenu de gouverner son peuple non pas selon son bon plaisir, mais selon la loi. Et en fait, « la loi constitue la seule règle et la seule mesure du « pouvoir de la Couronne et de l'obéissance du peuple, « et le corps politique repose sur cette base que la loi « est au-dessus du chef de l'Etat et non le chef de « l'Etat au-dessus de la loi » (1).

Dans la Constitution anglaise, il est une maxime qui domine tous les pouvoirs du Souverain. C'est la suivante : « Le Roi ne peut mal faire » (*The King can do no wrong*). De prime abord, cette maxime semble quelque chose de monstrueux et d'excessif, alors qu'en réalité, elle ne fait que consacrer ce grand principe constitutionnel anglais, qui veut qu'aucune faute dans le Gouvernement ne puisse être imputée personnellement au Souverain, parce que précisément, d'après la doctrine fondamentale, le Roi ne peut accomplir par lui-même aucun acte de gouvernement et que tous les actes de la Couronne sont présumés avoir été faits par

---

(1) Hallam, *Constitutionnal History of England*, vol. III, page 90.

quelque ministre responsable devant le Parlement. Cette pensée est clairement exprimée dans une lettre que Palmerston écrivait, en 1859, à la Reine Victoria et que nous retrouvons dans le remarquable ouvrage de M. J. Bardoux : « La Reine Victoria, d'après sa correspondance inédite ».

Il écrivait :

« La maxime de la Constitution anglaise est que le  
« Souverain ne peut mal faire ; mais cela ne veut pas  
« dire qu'un ordre royal ne puisse avoir de mauvais  
« effet : cela signifie simplement que, s'il y a eu des  
« fautes commises, c'est le serviteur public qui a  
« conseillé l'acte, et non le monarque, lui-même, qui  
« en est responsable. Mais en ce moment, ce sont les  
« ministres de la Couronne qui, de par la Constitution,  
« sont reconnus responsables en dernier ressort » (1).

Ce principe n'a cependant pas été admis de tout temps et, bien qu'il découlât naturellement des principes de gouvernement établis par la Révolution de 1688, nous ne le voyons définitivement admis — sans restriction ni objection — que sous le règne de la Reine Anne.

Aujourd'hui, il est parfaitement reconnu que le Roi ne peut accomplir un acte public ou administratif que par l'entremise d'un ministre, lequel est tenu respon-

---

(1) M. Jacques Bardoux : *La Reine Victoria d'après sa Correspondance inédite*, Tome III, page 351.

sable de cet acte. Quant aux actes personnels du Roi, ils ne sont pas des actes de Gouvernement et ne tombent pas sous la connaissance de la loi.

Par suite, le Souverain règne, mais ne gouverne pas.

Et, de ce fait, l'autorité de la Couronne devient impossible, s'il ne se trouve pas un ministre responsable : c'est pourquoi, chaque fois que la signature royale est apposée sur un acte, elle doit nécessairement être contresignée par un ministre responsable, afin de lui donner l'autorité et la validité constitutionnelles.

Malgré tout, ce serait une très grave erreur de croire que l'autorité royale en Angleterre est purement fictive et que le pouvoir suprême se trouve aux mains de certains fonctionnaires publics. Si les usages de la Constitution Britannique ont imposé à la Couronne de nombreuses restrictions dans la conduite des affaires de l'Etat, c'est pour assurer le bon Gouvernement, protéger la liberté du peuple et non pour réduire à néant l'autorité royale.

Au reste, les souverains anglais, depuis l'avènement de la maison de Hanovre, sont maintes fois intervenus dans les affaires de l'Etat. Et la correspondance de la Reine Victoria, qui vient d'être publiée récemment, nous montre de la manière la plus palpable et la plus frappante que sa Majesté a constamment pris un vif intérêt à toutes les affaires de son pays et que sa volonté et ses opinions ont considérablement influé sur la politique de l'Angleterre.

A tout moment, nous la voyons, au travers de cette volumineuse correspondance, intervenir dans les graves comme dans les moindres affaires, donner son sentiment sur tout et même se plaindre vivement si quelque chose, par hasard, fait mine d'échapper à son contrôle ou à son appréciation. Témoin, cette lettre qu'elle adresse à Palmerston :

« La Reine désire d'abord que lord Palmerston lui  
« apprenne clairement ce qu'il se propose de faire dans  
« une circonstance donnée, afin qu'elle sache bien à  
« quelle mesure elle doit donner sa sanction royale. En  
« second lieu, quand cette sanction est accordée à une  
« mesure, il faut que cette mesure ne soit pas soumise  
« arbitrairement à des changements ou à des modifi-  
« cations par le ministre, sinon la Reine doit consi-  
« dérer cette conduite comme manquant de sincérité  
« envers la Couronne, et exercer dans ce cas le droit  
« constitutionnel qu'elle a de démissionner le ministre.  
« Elle compte qu'il la tiendra au courant de ce qui se  
« sera passé entre lui et les ambassadeurs étrangers,  
« avant de prendre des décisions importantes basées  
« sur leurs entretiens ; elle compte recevoir les dépê-  
« ches étrangères en temps convenable, et que le texte  
« des projets de loi qui devront être approuvés par elle  
« lui seront remis assez à temps pour qu'elle en puisse  
« prendre connaissance avant de les expédier ». (1)

---

(1) *Mémoire de la Reine Victoria à lord Palmerston, 1851 ;  
La Reine Victoria d'après sa correspondance inédite ; J. Bardoux, T. II.*

« La Reine est très froissée de voir que le Gouverne-  
« ment a présenté hier soir une motion pour faire  
« nommer une Commission, composée de membres de  
« la Chambre des Communes, qui sera chargée de faire  
« une enquête sur les services de l'armée, sans avoir  
« précédemment communiqué avec la Reine.....  
« La Reine s'attend à ce qu'on lui soumette les noms  
« des personnes auxquelles on songe pour former la  
« Commission ainsi que son programme ». (1)

Enfin, on peut encore signaler comme exemple d'intervention, la fameuse question du secrétaire particulier de la Reine Victoria :

Lors de son avènement au trône, il fut décidé qu'on ne lui nommerait pas de secrétaire particulier. Mais lord Melbourne, qui était alors Premier Ministre, résolut de remplir ces fonctions auprès de la Reine. Aussitôt, cette conduite fut qualifiée de procédé « inconstitutionnel » et cette question menaçait même de faire grand bruit, lorsque fort heureusement sa Majesté épousa le prince Albert. Ce fut alors lui qui, du consentement de la Couronne, devint le secrétaire particulier de la Reine. Or, à la mort de ce dernier, plusieurs gentilshommes furent successivement nommés au poste de secrétaire particulier et jamais aucune objection

---

(1) *La Reine Victoria au vicomte Palmerston*, 1859, Bardoux, Tome III, page 550.

constitutionnelle n'a désormais été élevée sur le maintien de cette charge. La Reine avait donc eu gain de cause et, grâce à son énergique intervention, un usage s'était créé en sa faveur.

Il serait donc faux de croire que, par cela seul que l'esprit de la constitution écarte l'intervention directe de la Couronne dans les actes du gouvernement, la royauté n'est qu'une simple fiction, un « fantôme sans consistance » : au contraire, et, en fait, le rôle des derniers Souverains le prouve surabondamment, la Couronne conserve encore en Angleterre une influence personnelle et sociale des plus considérables, si bien qu'un publiciste récent a pu dire : « La plus grande « partie du pouvoir possédé en pratique aujourd'hui « par la Couronne, consiste dans l'influence qu'elle « peut exercer individuellement sur les hommes d'Etat « et par eux sur le parti qui a la majorité » (1).

Par suite, le rôle du Souverain anglais, loin d'être nul et effacé, revêt en somme une importance capitale et se trouve être de nos jours d'une utilité incalculable et inappréciable. C'est ainsi, qu'à propos du terrible drame qui a ensanglanté Lisbonne le 1<sup>er</sup> février dernier, une grande revue anglaise, la « *Fornightly Review* » (2),

---

(1) Todd, *Le Gouvernement parlementaire en Angleterre*, tome 1, page 165.

(2) Numéro de mars 1908. « *The future of kingship* ». Cet article vient d'être analysé dans la « *Réforme sociale* », par M. le baron J. Angot des Rotours.

développe des considérations intéressantes sur les services que rend l'hérédité royale, dans une société démocratique comme l'Angleterre, c'est-à-dire une société où le gouvernement passe d'un parti à l'autre. « Il est alors absolument nécessaire que l'unité historique du pays ait une expression, que le peuple sente quelque part la continuité de la vie nationale, que quelqu'un puisse dominer d'un peu haut le conflit des partis et coordonner leur activité pour le bien général. Jusqu'ici, la science politique n'a rien trouvé à cet égard qui remplace le roi héréditaire, car sans enchaîner la liberté créatrice, il assure à la nation des avantages qu'elle ne saurait attendre d'un régime où tout absolument serait électif ».

Dans le gouvernement de l'Angleterre, le pouvoir exécutif, qui appartient aux ministres et non à la Couronne, a été renforcé par une « résurrection de l'influence politique du monarque » et la Couronne possède aujourd'hui un pouvoir immense qu'elle exerce par « suggestion » et par « persuasion ».

A l'inverse, aux Etats-Unis par exemple, où la présidence est élective, l'influence du chef de l'Etat peut être bien moindre. Ainsi, dit l'auteur, « si M. Roosevelt est arrivé au pouvoir, c'est incontestablement par accident. — Les politiciens avaient entendu le confiner dans le poste purement décoratif de vice-président et c'est l'assassinat de Mac-Kinley qui a dérangé leurs combinaisons. »

Dans l'exercice de ses fonctions, un Roi est autrement placé que le délégué d'un parti. Il voit plus haut et plus juste et les nombreuses lettres de la Reine Victoria, qu'on peut lire aujourd'hui, font sentir qu'elle dominait bien et Palmerston, et John Russel et Gladstone, et que, de ce chef, il lui a été possible d'exercer sur les destinées de son pays, une très heureuse et très profonde influence.

La Constitution anglaise, admettant donc comme un axiome que « Le Roi ne meurt pas », le Couronnement n'est alors qu'une formalité légale qui n'ajoute rien à l'autorité ni aux droits du souverain. Son règne commence à la minute même où finit celui de son prédécesseur. Il en résulte que le Roi ne peut jamais être considéré comme mineur. Aussi la loi n'a-t-elle pas fixé l'âge précis où peut commencer le règne effectif d'un prince et n'a-t-elle établi aucune règle pour la régence éventuelle du Royaume. En fait, cependant, lorsqu'un Souverain s'est trouvé appelé à régner, avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans, le Parlement a toujours pris des mesures pour organiser une régence.

Les deux premiers actes d'un règne nouveau sont le Couronnement et le serment ; mais, bien qu'ils aient généralement lieu dans une même cérémonie, ils sont néanmoins parfaitement distincts et ont une très inégale importance.

Le Couronnement est facultatif et peut avoir lieu à toute époque ;

Le Serment est obligatoire et doit être prêté au moment fixé par la loi.

Le Couronnement a lieu dans l'abbaye de Westminster. L'ancienne formule d'élection, supprimée depuis Henri VIII, est rappelée au début de la cérémonie. Le rite est accompli par l'archevêque de Cantorbéry, assisté d'autres prélats de l'Eglise d'Angleterre et en présence de la noblesse. Le Couronnement peut avoir lieu, lors même que le Souverain est mineur. En effet, cette cérémonie a simplement pour but de proclamer solennellement les droits du monarque et ne constitue pas un lien pour lui. Au contraire, le serment est un engagement formel que le Souverain prend envers son peuple et, comme cet engagement est bilatéral, il lui confère des droits et lui impose des devoirs : le Souverain acquiert le droit à la fidélité et à l'obéissance de ses sujets, ceux-ci à la protection du monarque.

L'origine du serment, prêté par les Rois, au moment de leur avènement, est extrêmement lointaine et remonte très certainement aux premiers temps de la monarchie anglo-saxonne. Depuis « L'Act of Settlement », les deux cérémonies du Serment et du Couronnement ont lieu simultanément.

La formule du Serment a été ainsi rédigée par le législateur :

« Promettez-vous et jurez-vous solennellement de

« gouverner le peuple de ce royaume d'Angleterre et de  
« ses dépendances, suivant les Statuts du Parlement,  
« les lois et les coutumes ?

« — Je le promets solennellement.

« Voulez-vous user de votre pouvoir suivant la loi  
« et la justice ; voulez-vous conformer à la loi et à  
« l'équité tous vos jugements ?

« — Je le veux.

« Voulez-vous user de votre pouvoir pour maintenir  
« les lois de Dieu, la vraie profession de l'Evangile et  
« la religion protestante réformée, établie par la loi ;  
« voulez-vous également protéger les évêques et le  
« clergé de ce royaume et les églises confiées à leurs  
« soins ainsi que les droits et privilèges qui leur sont  
« accordés par la loi ?

« — Je promets tout cela. J'accomplirai ce que je  
« viens de promettre. Que Dieu vienne à mon aide ».

En dehors du serment, la loi impose au Souverain l'obligation de faire une déclaration formelle de répudiation des doctrines de l'Eglise catholique, soit pendant la cérémonie du couronnement, soit à la Chambre des Pairs, au moment de l'ouverture de la session. C'est ainsi que la Reine Victoria, couronnée le 28 juin 1838, avait signé la déclaration dès le 20 novembre 1837.

De plus, l'acte d'Union de l'Ecosse dispose également que « Tout Souverain qui montera désormais sur le

« trône du royaume de la Grande-Bretagne, devra, à  
« son avènement, jurer et promettre, par écrit, de  
« maintenir et de conserver l'établissement de la vraie  
« religion protestante, avec le gouvernement, le culte,  
« la discipline, les droits et les privilèges de cette église  
« presbytérienne, telle qu'elle est établie par les lois  
« du royaume d'Ecosse ».

Et enfin l'art. 3 de « l'Act of Settlement » ajoute :

« Quiconque dorénavant possèdera la Couronne devra  
« s'unir à la communion de l'Eglise d'Angleterre établie  
« par la loi ».

Ainsi donc, il ne suffit pas, pour régner, qu'un prince soit appelé au trône par le droit d'hérédité, il est encore indispensable qu'il prête le serment voulu par la loi.

Nous avons vu tout à l'heure que le contrat créé par la prestation de serment est bilatéral. En effet, d'après la loi coutumière, tout sujet est tenu de prêter au Roi le serment d'allégeance dont, après bien des modifications, le texte a été fixé comme suit par la loi du 31 juillet 1868 :

« Je jure que je serai fidèle et que je garderai  
« vraie allégeance à sa Majesté et à ses héritiers  
« et successeurs conformément à la loi. Et que Dieu  
« me vienne en aide ! »

En principe, tout Anglais âgé de douze ans est tenu de prêter ce serment ; mais, en fait, la prestation n'en est requise qu'à l'acceptation de certaines fonctions publiques, parce que, comme disait jadis sir Edward

Coke « ce serment est écrit, par le doigt de la loi, dans « tous les cœurs et la prestation en est seulement « un signe extérieur ».

La conséquence logique de la théorie du contrat synallagmatique est grave des deux parts :

Si le sujet viole son serment, il se rend coupable du crime de haute trahison, et en ce qui concerne la sanction des promesses royales, il existe la déposition du Souverain. On peut même comparer cette dernière conséquence avec la Révolution française de 1830. En effet, Charles X ne considérait la charte que comme une concession fâcheuse, arrachée par les circonstances, qui n'enchainait nullement la volonté souveraine qui l'avait octroyée. De plus, il crut trouver dans l'article 14 de la charte qui accordait au Roi « le droit de faire des règlements et ordonnances pour l'exécution des lois et la sûreté de l'Etat », le moyen d'annuler la charte. — La Révolution de 1830 fut la réponse à cette interprétation.

Ce droit de déposition du Souverain qui fut jadis en Angleterre la seule arme que possédât le pays pour se défendre contre les abus du pouvoir, n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt théorique depuis qu'un système nouveau a été imaginé qui rend inutiles les mesures violentes : c'est le principe de l'irresponsabilité du monarque, ayant pour corollaire celui de la responsabilité des conseillers de la Couronne.

La mise en accusation des ministres a été tout

d'abord le remède légal aux empiétements du Souverain. Puis, on a pensé qu'un vote formel de non-confiance pouvait, avec avantage, remplacer une mise en accusation, et, grâce à cette formule, on possède aujourd'hui un moyen aussi infailible que pratique de prévenir ou de réprimer tout acte de la Royauté attentatoire aux droits du Parlement ou du peuple.

*La Prérogative Royale.* — « Par le terme de prérogative, dit Blackstone, on entend le caractère du « Souverain et le pouvoir qu'il possède au-dessus de « tous, en vertu du droit que lui confère sa dignité « royale, et qui, bien que faisant partie de la loi « coutumière du pays, est cependant en dehors de son « cours ordinaire ». (1)

Le terme de prérogative peut être défini comme exprimant ces pouvoirs politiques, inhérents à la Couronne, non conférés par Act du Parlement, et qui, par conséquent, rentrent dans la compétence du Souverain, dans la mesure où ils n'ont pas été modifiés ou restreints par les lois d'Angleterre. Si bien que tout ce qu'exprime de nos jours ce mot de prérogative, c'est, comme l'a dit Glasdstone, « la division pratiquement « nécessaire entre les droits de l'exécutif et les droits « du législatif. »

---

(1) *Commentaires*, livre iv, chap. vi.

Les prérogatives du Souverain anglais sont d'une vaste étendue en même temps que d'une très grande importance. Dans la Couronne, se trouvent concentrés tout le pouvoir exécutif de l'Empire, les fonctions appartenant à l'administration du gouvernement et l'autorité suprême en toutes matières — civile, judiciaire, militaire et ecclésiastique. De plus, le Roi est le chef de la législature dont il forme partie constitutive ; c'est le généralissime ou le Premier dans le commandement des forces militaires et navales de l'Etat ; c'est la source des honneurs et de la justice, le dispensateur des grâces, puisqu'il a le droit de pardonner tous les criminels condamnés. Il est le chef suprême, sur terre, de l'Eglise nationale ; c'est le Représentant de l'unité nationale au dehors, avec le pouvoir de déclarer la guerre, de faire la paix et de conclure les traités avec les pays étrangers.

*Le Souverain, source de Justice.* — Le Souverain anglais est considéré comme la source de la justice et comme le conservateur de la paix du royaume, en vertu même de la constitution. « Par source de justice, la loi ne veut pas dire l'auteur ou le créateur, mais seulement le dispensateur. » Mais il ne peut l'administrer personnellement et il lui est interdit de juger en quelque matière que ce soit. La juridiction de tous les Tribunaux émane donc de la Couronne et par suite, « tous les juges sont nommés par le Souverain, tous

les jugements sont rendus exécutoires en vertu de son autorité et sont exécutés par ses agents. » En un mot, la Justice est rendue en son nom.

Avant la Révolution de 1688, les juges des Cours supérieures tenaient généralement leurs charges du bon plaisir et de la volonté de la Couronne. Ce système fut la source de nombreux exemples de vénalité et de corruption si bien que l'Act of Settlement décida qu'après l'avènement de la Maison de Hanovre au trône d'Angleterre, les commissions de juges seraient faites « *quamdiu se bene gesserint* » « tant qu'ils se conduiraient bien » et surtout que lesdits juges ne pourraient être légalement révoqués que sur une adresse des deux Chambres du Parlement.

*Le Souverain, « source des grâces et des honneurs. »*  
— Le Souverain est encore la « source des grâces » et c'est en vertu de cette prérogative qu'il a le pouvoir de remettre ou d'adoucir la sentence prononcée contre un criminel ; mais cette prérogative, comme toutes celles de la Couronne d'ailleurs, ne lui appartient que pour le bien du peuple et son exercice ne peut avoir lieu que sur l'avis de ministres responsables. En outre, elle est soumise au contrôle du Parlement. L'exercice de cette prérogative est strictement limitée aux crimes et ne s'étend pas aux cas de dommages privés dans les procès civils.

Autrefois, toutes les grâces royales étaient accordées

sous le grand sceau, sur l'avis du conseil privé. Mais depuis le commencement du règne de la Reine Victoria, cette coutume est tombée en désuétude et l'administration de la prérogative de grâce est échue au Souverain sur l'avis du secrétaire d'Etat de l'Intérieur.

Le Souverain est aussi la « source des honneurs » (fountain of honour). Comme personne ne peut apprécier aussi bien les mérites et les services des sujets du Royaume que la Couronne elle-même, la Constitution a confié au Souverain seul, la prérogative dans la distribution des honneurs. C'est lui qui confère toutes les dignités, les titres de noblesse, les décorations des divers ordres et les autres distinctions honorifiques, toujours sur l'avis de ministres responsables.

De plus, il fixe les rangs et préséances dans les grandes cérémonies.

*Le Souverain, chef de l'Eglise.* — Le Souverain est aussi le chef légal de l'Eglise établie dans le royaume d'Angleterre : il est l'interprète du sens à donner à la Liturgie et le dépositaire de la suprême juridiction d'appel pour toutes les causes et matières ecclésiastiques.

L'autorité d'appel, qui, avant la Réforme, était exercée par le Pape sur les membres de l'Eglise établie, est maintenant, en vertu de la loi écrite, dévolue à la Couronne d'Angleterre. Chef de l'Eglise, le Souverain choisit les archevêques et évêques. C'est lui qui con-

voque les synodes et, chaque Cour ecclésiastique qui siège en Angleterre doit siéger au nom et sous la haute autorité de la Couronne.

*Le Souverain, chef de l'Etat.*

*Le Souverain, chef du Pouvoir exécutif.* — Le Souverain est le chef du Pouvoir exécutif et, si l'on s'attache aux formes légales, ce rôle est très considérable.

L'armée, est son armée ; la marine, « la flotte de sa Majesté » ; les impôts sont mis par les Chambres à la disposition du monarque pour assurer la marche de son Gouvernement ; le domaine public est légalement le domaine de la Couronne ; en un mot, toujours et partout, le nom du monarque est seul prononcé.

Le Souverain est, en effet, le Représentant de l'Etat ; mais si on cherche la réalité que dissimulent les formes légales, on reconnaît qu'il faut remplacer le nom du Souverain par celui de « nation ». Au reste, pour donner une idée du pouvoir réel de la Couronne, on ne saurait mieux faire que d'employer l'expression de Dicey, dans son *Law of the Constitution* : « La prérogative royale est le reste d'autorité que le Parlement « a laissé au Roi ». C'est donc la nation qui est à la base de tout et le Souverain est purement et simplement le Représentant de la nation.

En qualité de chef du Pouvoir exécutif, le rôle légal

du Souverain consiste uniquement à défendre le Royaume contre tout ennemi, assurer l'indépendance nationale et diriger l'administration générale des affaires du pays.

*Le Commandement de l'armée.* — De toutes les prérogatives de la Royauté, la plus ancienne assurément, la plus importante peut-être autrefois, et celle que l'on peut regarder aujourd'hui comme la plus insignifiante : c'est le commandement des armées.

Jadis, cette prérogative revêtait une importance considérable. Les Rois saxons étaient des chefs militaires, les Rois normands étaient des guerriers et il fallait une organisation solide pour parer à toute menace d'invasion. Mais, peu à peu, d'importantes limitations furent imposées à cette prérogative royale. Le Bill des Droits commença par déclarer que « la levée ou l'entretien « d'une armée permanente à l'intérieur du royaume, « en temps de paix, sauf consentement du Parlement, « est contraire à la loi ». Et, jusqu'à ces dernières années, le droit d'entretenir une armée était renouvelé, tous les ans, par une loi appelée « Act of mutiny ». C'est seulement depuis 1881, qu'un statut général de la Reine Victoria a établi un règlement permanent pour l'armée, mais cette loi elle-même doit être maintenue annuellement par un vote du parlement. Et, conformément à la loi, c'est au Roi d'Angleterre que revient le commandement des armées.

*Le Commandement des Flottes.* — L'armée ne joue qu'un rôle secondaire dans la défense du pays ; « le vrai rempart de l'Angleterre, c'est l'Océan ; sa vraie force, c'est sa flotte ». Contrairement à l'armée, la marine a une existence permanente ; mais l'effectif des hommes et le nombre des bâtiments sont, en réalité, fixés annuellement par la loi des finances.

La loi conférant au Souverain le commandement des armées de terre et de mer, c'est par lui que sont édictés tous les règlements et ordonnances relatifs à l'armée et à la marine. C'est en vertu de ce pouvoir, de tout temps reconnu, que la Reine Victoria a rendu le 20 juillet 1871, une ordonnance pour supprimer le système d'achat des grades militaires.

La Chambre des Lords avait repoussé, dans un bill relatif à l'armée, une clause conçue en ce sens et déjà votée par la Chambre des Communes. Le gouvernement de Gladstone tourne la difficulté en recourant à l'usage de la prérogative royale. La question donna lieu à des débats dans les deux Chambres ; mais, en somme, la validité de l'acte a été maintenue.

Toute nomination et toute promotion à un grade quelconque émanent du chef de l'Etat ; il était même d'usage autrefois que le monarque signât personnellement chaque commission séparée pour l'armée et pour la marine ; il en résultait une accumulation énorme de papiers et un arriéré formidable. En 1862, la Reine Victoria était arrivée, après un travail considérable, à

signer les commissions remontant à l'année 1858 et, pour se mettre au courant, elle avait encore à signer 15.931 documents de cette espèce. Une loi fut alors votée pour décider que les commissions pourraient être désormais signées par le Commandant en chef et le Secrétaire d'Etat, et le Souverain n'est plus obligé de signer aujourd'hui que les brevets de première nomination, mais non ceux de promotion.

*L'Administration générale.* — C'est également le Souverain qui dirige l'administration générale des affaires du pays.

En ce qui concerne la défense du Royaume, c'est lui qui autorise la construction des châteaux-forts ou places de guerre et lui seul qui peut proclamer la loi martiale. Il est considéré comme propriétaire des rivages de la mer et, à ce titre, il est investi du droit d'autoriser la création des ports.

En ce qui concerne les affaires intérieures, le Souverain nomme les ministres et les fonctionnaires chargés de diriger les différents services publics.

Il rend, pour assurer l'exécution des lois, des ordonnances et règle toutes les questions dont le législateur lui a remis la décision.

Le Roi est considéré comme l'arbitre du commerce, et lui seul peut autoriser l'établissement des foires et marchés, ainsi que les droits à percevoir.

Le Souverain a seul le droit de battre monnaie. Enfin,

il est légalement considéré comme l'unique propriétaire du sol.

L'administration proprement dite des affaires de l'Etat est confiée aux ministres, et c'est sur leurs propositions respectives que le monarque prend les décisions nécessaires.

*Rôle du Roi dans la Politique extérieure.* — C'est le Souverain qui représente le pays vis à vis des autres puissances.

Il leur envoie des ambassadeurs en mission temporaire ou permanente et il les rappelle quand il le juge à propos. De plus, c'est lui qui reçoit les ambassadeurs et envoyés que les Cours étrangères accréditent auprès de lui.

C'est également le Souverain qui conclut les traités et alliances avec les autres pays et sa seule signature engage la nation entière.

Seul aussi, le chef de l'Etat peut déclarer la guerre et comme accessoire à ce droit, le Souverain peut accorder des lettres de sauf-conduit aux étrangers dont le pays se trouve engagé dans une guerre avec l'Angleterre.

C'est particulièrement dans ce rôle extrêmement délicat que le monarque actuel, sa Majesté Edouard VII, a acquis une universelle renommée et une maîtrise incontestée en même temps qu'il a servi de la manière la plus heureuse les destinées de l'Angleterre. C'est

en effet, dans son rôle en matière de politique étrangère, qu'il s'est créé une personnalité tout à fait éminente à laquelle tout le monde rend hommage et qu'il a su montrer victorieusement qu'un roi constitutionnel n'est pas forcément et nécessairement un roi sans action. C'est grâce à ces nombreuses visites royales auxquelles il se consacre presque entièrement et qui sont pour lui un moyen d'action si efficace sur la politique mondiale, qu'il a pu faire connaître et admirer partout la parfaite aménité de son caractère ainsi que l'exquise délicatesse de ses sentiments.

Aussi on peut affirmer, sans exagération qu'un sentiment général de satisfaction s'est élevé autour de sa personne et qu'il a su promptement s'attirer par ses manières et son attitude, l'estime, le respect et l'admiration de tous.

*Le Souverain en Parlement.* — Le Souverain est enfin partie essentielle et constituante du Parlement et sa part de pouvoir législatif est fixée par l'usage bien plus encore que par la loi ; car, à l'image de tous ses autres pouvoirs, elle a été sans cesse en s'amoindrissant,

En ce qui concerne le Parlement, la prérogative royale s'exerce encore dans les cinq cas suivants :

- 1<sup>o</sup> Constitution du Parlement ;
- 2<sup>o</sup> Convocation des Chambres ;
- 3<sup>o</sup> Délibération des deux assemblées ;
- 4<sup>o</sup> Approbation des lois ;

### 5° Prorogation et dissolution du Parlement.

1° *Constitution du Parlement.* — L'action du Souverain sur la constitution du Parlement était jadis illimitée. Les Rois appelaient ceux des tenanciers directs dont il leur plaisait de prendre l'avis et leur nombre variait à chaque réunion. Il n'y avait, en fait, d'autre loi que le bon plaisir du monarque.

Peu à peu cependant certaines règles s'établirent et notamment le principe de l'hérédité de la pairie fut posé. Le seul droit que conserva le Souverain fut celui de créer de nouvelles pairies et sur ce point nulle limite n'est imposée à sa prérogative. En ce qui concerne la Chambre des Communes, c'est au législateur qu'appartient aujourd'hui le droit de fixer le nombre de ses membres.

2° *Convocation des Chambres.* — Les Chambres ne peuvent légalement s'assembler que sur l'ordre du Souverain et ce principe est aussi ancien que le Parlement lui-même. Il n'y a qu'une circonstance dans laquelle le Parlement puisse s'assembler spontanément : c'est en cas de mort du Souverain. En définitive, la nécessité de faire voter les lois de finances rendent obligatoire la convocation annuelle du Parlement et la seule prérogative du Souverain consiste à fixer l'époque du commencement de la session.

3° *Délibération des deux assemblées.* — Le Roi est

toujours censé présent au Parlement. Depuis l'avènement de Georges I<sup>er</sup>, le Souverain ne vient guère à la Chambre des Lords que pour les séances d'ouverture ou de clôture des sessions. L'usage de présider personnellement la séance d'ouverture du Parlement est immémorial et, depuis la Révolution de 1688, il n'y a plus qu'un seul discours prononcé, soit par le Souverain, soit par l'un des commissaires qu'il délègue à cet effet. Depuis plus d'un siècle, le discours royal a toujours été préparé par le premier ministre et présenté au Souverain. Il contient invariablement un exposé des faits importants qui se sont produits depuis la dernière session et une nomenclature des principales mesures qui seront soumises aux Chambres pendant la session qui commence. Dans certaines circonstances, le Roi adresse au Parlement un message signé de sa main ou bien encore il lui fait parfois signifier son bon plaisir et lui adresse une recommandation ou lui notifie son consentement.

4<sup>e</sup> *Approbation des Lois.* — C'est une maxime fondamentale du droit constitutionnel anglais que le Souverain a le droit de donner ou de refuser son assentiment aux lois votées par les deux assemblées. C'est ce qu'on nomme le droit de sanction.

Le souverain peut légalement approuver ou rejeter un bill, et son assentiment seul transforme le bill en loi ; par suite, tout acte non revêtu de son approbation

est aussi radicalement nul que s'il n'avait jamais été voté par l'une des assemblées qui composent le Parlement.

Ce n'est pas la loi écrite, mais la coutume qui établit ce principe. Pour l'expliquer, il faut recourir à l'Histoire et se souvenir que les lois avaient jadis la forme de pétitions adressées au Souverain et auxquelles celui-ci répondait affirmativement ou négativement. Ce droit de sanction n'a plus aujourd'hui les mêmes raisons d'exister et, en fait, il s'est complètement transformé ; car, au lieu de s'appliquer aux lois soumises à l'assentiment royal, il s'exerce par anticipation, dans les débats des deux Chambres. Il est délégué à ceux qui sont les conseillers responsables de la Couronne et, par conséquent, il n'est pas possible qu'une loi, votée par les Chambres, et présentée à l'approbation du Souverain, soit rejetée par lui. Aujourd'hui, l'assentiment royal est donné plusieurs fois pendant chaque session aux bills votés par les deux Chambres.

5° *Prorogation et Dissolution du Parlement.* — Le Souverain n'a pas seulement la simple prérogative de convoquer le Parlement : c'est à lui qu'appartient le droit de déterminer l'époque et la durée des sessions et de proroger les Chambres à son plein gré.

La prorogation, c'est-à-dire le fait de suspendre ses séances pendant un délai déterminé, peut se

produire de différentes manières : soit que le Souverain vienne en personne à la Chambre des Lords et fasse signifier sa volonté par le Lord chancelier, soit qu'il se contente de signer une ordonnance ou de lancer une proclamation, soit enfin qu'il ait recours à des commissaires spéciaux qui se rendent en son nom au Parlement.

L'effet de la prorogation est de suspendre immédiatement les travaux des Chambres et de réduire à néant toutes les procédures déjà entamées.

Enfin, la Couronne a aussi le pouvoir de prononcer la dissolution de la Chambre des Communes et, si l'on veut obtenir un renseignement précis et réfléchi sur la doctrine des dissolutions, la Correspondance de la Reine Victoria nous en fournit un récent exemple. La reine donc écrit à Lord John Russell : « Comme « lord John dit un mot dans sa lettre de la possibilité « d'une dissolution, la reine pense qu'il est bon de « mettre lord John au courant de son opinion en « général. Elle considère le pouvoir de dissoudre le « parlement comme un précieux et puissant instrument entre les mains de la Couronne, mais qui ne « doit être utilisé que dans les cas extrêmes et avec « certitude du succès » (1).

---

(1) J. Bardoux, *La Reine Victoria d'après sa correspondance inédite*, tome II, p. 133.

La dissolution est ordinairement prononcée par une proclamation du Souverain en conseil et les ordonnances nécessaires sont également rendues pour convoquer un nouveau Parlement.

*Rôle actuel du Monarque.* — Nous venons donc de voir en détail quel est, aux termes de la loi écrite et de la coutume, le rôle du Souverain et quels sont ses pouvoirs.

En résumé, l'autorité royale, en Angleterre, n'est ni une émanation du pouvoir parlementaire, ni une délégation de la souveraineté populaire. Elle existe par elle-même ; elle s'est maintenue à travers les siècles comme la résultante d'une perpétuelle transaction entre les traditions anciennes et les nécessités modernes. La Constitution anglaise reste donc, ainsi qu'elle l'a été dès l'origine, une charte, c'est-à-dire un pacte. Le prince a encore quelque chose du chef conquérant, quelque chose du seigneur féodal, et même quelque chose du roi divin ; mais tout cela atténué, entouré, contrôlé, jusqu'à ne lui laisser, que sur des parties assez rares du gouvernement, une certaine liberté de mouvements. L'originalité de cette situation tient à ceci, que tout ce que les lois ou les usages n'enlèvent pas au souverain, il le garde — ou du moins peut prétendre le garder ; de telle sorte que la constitution se fait et se défait sans cesse et que, comme l'a dit un auteur éminent : « les limites de la prérogative royale

sont comme un rivage tantôt couvert, tantôt abandonné par les eaux, selon que la confiance avance ou recule des sujets au roi et du roi aux sujets. (1)

Nous pouvons donc dire avec Gladstone que « le  
« Souverain est le symbole de l'unité nationale, l'au-  
« teur, sauf avis du Parlement, des lois, le chef  
« suprême de l'Eglise, le dispensateur de la Justice,  
« la source des honneurs, la personne à laquelle sont  
« rendus tous les services navals, militaires [et civils ;  
« qu'il a de vastes domaines, reçoit et dispose légale-  
« ment de tous les revenus de l'Etat, nomme et  
« révoque les ministres, conclut les Traités, fait grâce  
« ou mitige les sentences criminelles, déclare la guerre  
« et conclut la paix, convoque et dissout le Parlement,  
« exerce ces vastes pouvoirs sans restrictions légales  
« et cependant est couvert, à raison de tous ses actes,  
« par une immunité absolue. »

Tout cela est rigoureusement exact tant en droit qu'en fait mais avec une restriction cependant, c'est que le Souverain ne peut agir que d'après l'avis de ses ministres, lesquels sont responsables devant le Parlement. C'est ainsi que la Reine Victoria écrivait à Napoléon III :

« Je suis liée par certaines règles et certains usages,  
« je n'ai pas le pouvoir de décider sans contrôle et je

---

(1) M. G. Hanotaux, *Revue hebdomadaire*, avril 1908, p. 150.

« dois adopter l'avis de ministres responsables... »

Aucun acte en effet ne peut être accompli que par les ministres et sous leur propre responsabilité. Le seul acte personnel du Souverain se manifeste lors de la chute d'un cabinet. C'est lui seul qui accepte ou refuse la démission des ministres et qui a le droit de choisir qui bon lui semble pour former un nouveau ministère. Cela fait, son rôle devient à peu près passif.

Néanmoins, il arrive que le monarque donne des avis et des conseils, lesquels peuvent avoir, en certains cas, une importance considérable, et pour bien montrer l'influence exercée par les Souverains d'Angleterre, nous ne pouvons mieux faire que de citer l'opinion que trois grands hommes d'Etat anglais ont successivement formulée au sujet de l'action de la Reine Victoria :

« Aucune des personnes appelées à diriger les affaires  
« du pays, disait Disraëli, ne peut traiter les observa-  
« tions de sa Majesté avec indifférence ; car il n'y a  
« probablement pas une personne vivante en ce pays,  
« qui connaisse aussi bien que la Reine les traditions  
« politiques de l'Angleterre..... Celui-là serait bien  
« mal avisé qui ne profiterait pas des lumières et de  
« l'expérience de la Reine. »

« Le Souverain, écrivait en 1837 sir Robert Peel,  
« exerce en réalité une immense action. Tantôt, par  
« suite du respect qu'inspire son caractère personnel,  
« tantôt par suite de l'autorité que lui donne naturelle-

« ment une expérience plus longue et plus grande que  
« celle de chaque ministre, il est le centre autour  
« duquel tout gravite. Le caractère d'un Souverain  
« vraiment constitutionnel parvenu à l'âge de la maturité, ayant la connaissance des hommes et l'expérience  
« des affaires, est un véritable lest qui maintient le  
« navire de l'Etat stable dans sa course, en contrebalançant la légèreté des ministres visant à la popularité. »

Et, enfin, de son côté, Gladstone :

« La portée de l'influence de la Couronne doit varier  
« considérablement, à raison du caractère du Souverain,  
« de sa capacité, de son expérience des affaires, de son  
« tact dans l'exercice d'une action personnelle qui ne  
« doit jamais être poussée à l'extrême, de sa patience à  
« examiner par lui-même une quantité de sujets divers,  
« enfin, de l'assiduité de sa présence au siège du Gouvernement. . . . . Au milieu de tous les changements  
« de personnes, le Souverain a, sur ses ministres,  
« l'avantage que donnent la longue expérience, les  
« larges vues, la position élevée, le dégagement absolu  
« des liens de parti ».

Il résulte donc de ce qui précède que, malgré tout, le Souverain, dans la Constitution Britannique, conserve encore une influence morale extrêmement considérable puisque c'est lui, en quelque sorte, qui dirige l'action

de ses ministres. C'est donc ici que l'initiative personnelle pourra donner toute sa mesure, le rôle laissé au Roi étant en somme la pierre de touche de sa valeur et de l'estime que lui accorde son peuple.

Par suite, c'est silencieusement mais très efficacement qu'opère l'influence morale du Souverain anglais.

« Vous monterez un jour, écrivait Gladstone (1) au prince de Galles, aujourd'hui devenu Sa Majesté Edouard VII, sur un trône qui me semble le plus illustre du monde par son histoire, ses souvenirs, sa base légale, par le poids des affaires, par l'amour fidèle du peuple et par les occasions exceptionnelles qu'il donne, de tant de façons et dans tant de pays, de faire du bien aux créatures presque innombrables qu'il a plu à Dieu de placer sous le sceptre de l'Angleterre. . . . Si la souveraineté a été déchargée par nos institutions modernes de quelques-uns de ses fardeaux, il n'en est pas moins vrai qu'il n'y a pas eu de période dans l'histoire du monde, où les monarques puissent contribuer plus efficacement à la stabilité d'une grande institution qui repose plus sur l'amour que sur la force, par leur dévouement au devoir et l'éclatant exemple donné au pays. »

Or, l'Angleterre, depuis bientôt un siècle, d'abord

---

(1) Lettre de Gladstone au prince de Galles, 7 janvier 1884.

avec la Reine Victoria et, de nos jours, avec sa Majesté Edouard VII, ne peut que se féliciter de l'heureuse et bienfaisante influence que ces deux monarques ont exercée sur les destinées de leur pays, ainsi que de la communauté de sentiments et d'idées, de plus en plus complète et de plus en plus étroite, qui s'est établie entre la nation et le Souverain.





## CONCLUSION

---

Le Souverain anglais de nos jours et son influence probable dans l'avenir.

---

Le Souverain anglais. — La politique de l'Angleterre dans les temps modernes. — Son rôle dans le concert des nations européennes. — Influence du Souverain anglais de nos jours. — Son influence probable dans l'avenir.

Depuis la conquête normande, le pouvoir royal en Angleterre a donc décrit une courbe extrêmement curieuse et intéressante que nous venons de parcourir dans ses détails : Au début, omnipotence du monarque, puis affaiblissement continu avec l'avènement de la maison de Hanovre, George I<sup>er</sup> ne parlant pas l'anglais et George II se souciant fort peu des affaires politiques, ensuite développement intensif du Parlement avec prépondérance du cabinet et des ministres, et comme résultat : diminution progressive des pouvoirs de la Couronne. Enfin, dans les temps modernes, nouvelle

recrudescence de l'influence du monarque avec la Reine Victoria et surtout sa Majesté Edouard VII, usant de son caractère personnel pour guider la politique extérieure de l'Angleterre.

Par suite, la question qui se pose logiquement au terme de cette étude est celle de savoir ce que deviendront dans l'avenir les Pouvoirs de la Couronne en Angleterre. Sera-ce le statu quo qui se maintiendra ? ou bien, l'évolution s'accroissant de plus en plus dans le sens du constitutionnalisme, le Roi règnera-t-il plus que jamais en gouvernant, si l'on peut s'exprimer ainsi, de moins en moins ? Le problème, éminemment complexe, ne comporte pas de solution absolue. Qui sait ce que sera Demain ! Qui peut dire que le sceptre ne se brisera pas entre les mains du Roi ! Les régimes ont pour base la souveraineté populaire et cette base capricieuse et mouvante peut se dérober tout à coup sous le chapiteau qui la domine entraînant l'ébranlement et même la chute des trônes. ....

Est-ce là le sort réservé au Pouvoir royal en Angleterre ? Que ceux qui ont profession de lire dans le livre de l'Avenir répondent. Ce n'est pas notre rôle et ce n'est pas aussi notre tâche.

Il nous appartient simplement de spéculer dans une toute autre hypothèse, celle où la Grande-Bretagne continuera à vivre sous la Monarchie. Cette hypothèse est d'ailleurs conforme aux probabilités et aux vraisemblances. L'Angleterre est certainement un

des pays du monde que les Révolutions ont le plus bouleversé.

Au moyen-âge, et dans des temps moins reculés, alors que la plupart des peuples d'Europe suivaient leur voie sans trop de secousses, dans une tranquillité relative, elle a été déchirée par des luttes intestines profondes. A ces époques troublées, le Pouvoir royal a eu de rudes assauts à subir. La Noblesse, le Clergé et la Bourgeoisie liguées contre lui ont énergiquement disputé leurs franchises. Entre les deux camps ennemis la lutte a été longue et surtout âprement passionnée. A un moment donné même, un roi, Charles I<sup>er</sup>, a payé de sa tête ses abus et ses fautes. Mais, fait important à noter, jamais les crises qu'elle a traversées, si violentes qu'elles aient été, n'ont scellé sur la Royauté la pierre tombale de la déchéance irrémédiable. Elles n'ont fait que démanteler la forteresse absolutiste, que l'amoindrir dans ses prérogatives, sans toucher au principe monarchique lui-même, placé d'un consentement unanime au-dessus de toute discussion.

Il n'y a là, du reste, rien qui doive surprendre. La Grande Bretagne est la terre par excellence des desseins réfléchis, des combinaisons méthodiques et utiles. Sa situation géographique, son climat, l'ont en quelque sorte inclinée à se replier sur elle-même, à professer une sorte de Positivisme national. Elle s'est créé une sorte de mentalité spéciale faite de lucidité, d'esprit de suite et d'aversion pour les aventures.

Elle a compris depuis longtemps que les forces vives d'un peuple s'usent sans profit dans les tourmentes révolutionnaires et que la violence et la haine n'ont jamais fondé une œuvre grandiose et durable. Cette conviction l'a amené à se ressaisir et à mettre le point final à l'ère des agitations stériles. Car c'est pacifiquement que le progrès se réalise, c'est dans le calme des esprits que la vision des véritables intérêts nationaux éclate et se précise ; c'est par l'union de tous et la coopération collective que les nations grandissent et s'élèvent. Aussi la Tradition apparaît-elle à l'Angleterre comme une chaîne qu'elle n'a pas à secouer. Elle y reste fermement attachée, comme à l'instrument perfectible qui lui a permis de défendre ses libertés attaquées et d'accroître, de nouvelles, le vieux patrimoine de ses franchises.

Loin, dès lors, de tenir le Souverain traditionnel pour une menace d'asservissement et de recul, elle envisage en lui le signe tangible de ses institutions libérales, le criterium de sa force, la garantie de sa puissance et de ses droits. Aussi faut-il voir le respect dont le chef de l'Etat est entouré. Circule-t-il dans les rues de Londres, les foules se rangent à son passage et le saluent. Sur une place publique ou dans un square, une musique joue-t-elle l'hymne national, le « Good Save the King », aussitôt les têtes se découvrent ou s'inclinent. Et ce geste fait sans ostentation, mais avec une gravité impressionnante, montre combien le peuple anglais

s'identifie avec le Monarque qui préside à ses destinées.

Dans ces conditions, nous n'avons pas, ce nous semble, à nous demander si, dans la suite des temps, la Monarchie existera en Angleterre, mais seulement quelles seront les modalités de son existence.

Dans la troisième partie de notre travail, nous avons délimité les Pouvoirs que les grands événements historiques, tels que la Grande Charte de 1215 et les deux Révolutions postérieures, ont laissés au Souverain. Ces Pouvoirs subiront-ils des restrictions nouvelles ? Telle est la question sur le terrain de laquelle il convient de nous cantonner.

Et d'abord, il importe de vider deux points préliminaires : l'hérédité de la Couronne et la primauté religieuse du Roi.

La Couronne est héréditaire. Sauf le cas où un Souverain, par ses agissements inconstitutionnels et ses excès, s'insurgerait contre la Nation, il est à croire qu'elle le restera dans les limites toutefois tracées à sa dévolution par les règles écrites dans la législation ou dans les mœurs. La Royauté élective aboutirait à la destruction de la Constitution Britannique, au rétablissement plus ou moins prochain du pouvoir autocratique et, partant, à la suppression de cet admirable échafaudage politique, si péniblement élaboré par le peuple anglais en vue de la sauvegarde de ses libertés.

Quant au rôle du Roi, en matière de religion, qu'importe qu'il se perpétue ou non, qu'importe qu'il se

déplace pour passer à une autorité de la hiérarchie anglicane ! C'est une question très accessoire de notre sujet et qu'il nous est, dès lors, permis de ne pas aborder.

Ce qui nous intéresse autrement, ce sont les doubles fonctions exécutives et législatives que le Souverain réunit sur sa tête.

Dans le premier ordre d'idées, on ne conçoit pas bien quelles modifications pourraient se produire. Il faut que la Justice soit rendue, que les grâces et les honneurs soient dispensés, qu'il soit pourvu à l'administration générale du Royaume, que les charges publiques reçoivent des titulaires, que les armées de terre ou de mer soient commandées, que les rênes de la politique étrangère ne flottent pas. Qui appeler à l'accomplissement de cette haute et considérable mission, sinon le prince qui incarne et symbolise le pays et dont la personnalité morale ne meurt jamais ! . . . .

L'action du Roi dans le domaine législatif est beaucoup plus restreinte.

Sur la Constitution du Parlement, elle est à peu près nulle. La Chambre des Communes est élue par le peuple. La Chambre des Lords se recrute par le jeu de l'hérédité. Le Souverain n'a que le droit de créer de nouvelles pairies, et ce droit est destiné à disparaître si la Chambre haute devient élective.

La convocation du Parlement rentre dans les attributions royales. C'est même un des articles de la Consti-

tution où théoriquement le pouvoir royal semble le plus étendu. Mais la réglementation de fait résultant de la nécessité de convoquer annuellement le Parlement pour le vote du Budget passera tôt ou tard dans les lois, et ces dernières imposeront à la fonction royale l'obligation rigoureuse de réunir les Chambres à des époques nettement déterminées.

Le Roi a le droit d'assister aux délibérations des Chambres, de présider les séances d'ouverture, de lire le discours du trône, d'adresser au Parlement des messages. Le droit de sanction lui appartient également. Le principe de la séparation des pouvoirs exécutif et législatif, qui est appelé à pénétrer davantage l'âme de la Constitution anglaise, emportera le droit d'assistance et de message, pour ne laisser subsister peut-être que la présence aux solennités d'ouverture et la lecture du discours du trône. Ces deux actes n'ont pas d'ailleurs un caractère législatif et dépendent manifestement de la fonction exécutive.

Quant au droit de sanction, il est inexistant en fait depuis longtemps et il ne lui reste pas, dans ces conditions, à être aboli par une législation positive.

Il est loisible enfin à la Couronne de proroger le Parlement et de le dissoudre. Ce droit est peut-être de tous ceux qui restent au Roi celui qui présente le plus de dangers. Aussi est-il très-probable qu'il sera défini et précisé, de manière à assurer contre une politique

de compression personnelle, approuvée par un ministère, le respect de la volonté nationale.

Tel est, à notre avis, le sens dans lequel évoluera peut-être le pouvoir royal. Mais, quoi qu'il advienne, quelques modifications qui s'introduisent, le devoir primordial et essentiel du Souverain consistera dans sa soumission entière à la loi. Celui dont la Constitution a fait le gardien des règles et coutumes du royaume en devra être le premier et le plus fidèle serviteur. Cette obéissance d'ailleurs sera toujours garantie par l'irresponsabilité monarchique. Le Roi ne pourra accomplir aucun acte de gouvernement sans l'assistance d'un ministre, et ce sont les auxiliaires légaux de la Couronne, qui, agissant en son nom, supporteront devant le Parlement le poids des responsabilités encourues.

Mais ces brèches au Pouvoir Royal auront-elles pour effet de le réduire à l'état de faiblesse et d'impuissance qui est le signe précurseur de la disparition prochaine ?

Ce qui s'est passé jusqu'ici démontre le contraire. Il semble qu'à chaque atteinte portée aux prérogatives de la Couronne a correspondu une augmentation de son influence morale et de son prestige populaire. Tous les hommes politiques anglais sont unanimes à reconnaître que la situation du monarque au-dessus des partis l'investit d'une grande autorité morale. Certains limitent l'action de cette autorité au choix

éclairé des ministres. D'autres en élargissent le champ. Dans un récent discours, prononcé à l'occasion de l'inauguration d'une statue de sa Majesté Edouard VII à Hampstead, M. Haldane, secrétaire d'Etat de l'Empire Britannique, a reconnu expressément au Souverain le droit d'initiative en matière politique et celui « d'interpréter adéquatement les désirs et l'esprit « du peuple. »

Cette conception du Pouvoir Royal a soulevé de vives et nombreuses critiques parmi les doctrinaires de la presse et des assemblées délibérantes. On l'a qualifiée d'inconstitutionnelle au premier chef, et à l'appui de cette opinion les ouvrages faisant autorité en la matière ont été cités. Mais, s'il est vrai, en théorie, que le Roi ne peut personnellement prendre aucune initiative ni interpréter la volonté du pays, s'il est exact que le premier de ces droits appartient aux ministres responsables, tandis que le second rentre dans le cadre de l'action parlementaire, il est non moins certain d'autre part, qu'en fait, le Roi, surtout lorsque son caractère, ses aptitudes, ses connaissances et sa popularité l'auréolent en quelque sorte d'un relief de plus, intervient silencieusement et efficacement dans les affaires de l'Etat, donne des conseils, relève des erreurs et même imprime une direction.

Nous n'en voulons pour preuve que l'attitude de sa Majesté le roi Edouard VII, lors de son avènement au trône et au moment des pourparlers diplo-

matiques qui ont précédé la conclusion de l'Entente cordiale.

Au décès de la Reine Victoria, la guerre entre l'Angleterre et le Transvaal n'était pas terminée. Sa Majesté Edouard VII, roi constitutionnel, aurait pu la laisser se poursuivre jusqu'à l'écrasement du malheureux petit peuple Boër, qui luttait si fièrement et si vaillamment pour son indépendance. Mais, pour éviter l'effusion du sang, qui malheureusement, hélas, n'avait que trop coulé de part et d'autre, il n'hésita pas dans une pensée d'humanité à sortir de son rôle constitutionnel et le beau geste qu'il esquissa mit fin aux hostilités.

Ce geste a été complété plus tard par la concession de l'autonomie à la nouvelle colonie sud-africaine, ce qui a permis à l'Europe d'assister à ce spectacle émouvant et inoubliable entre tous du général Botha, le héros de l'épopée transvaalienne, traversant les mers et venant à Londres porter au monarque anglais l'expression de la gratitude de ses concitoyens et l'hommage de leur loyalisme.

Ce n'est également un secret pour personne que le rapprochement franco-anglais est en grande partie l'œuvre de la pression discrète, mais ferme, exercée par sa Majesté le roi Edouard VII sur la direction de la politique étrangère de la Grande Bretagne.

En somme, au point de vue spéculatif et théorique, le Roi devra s'abstenir de toute ingérence dans le gouvernement du pays et se borner à régner. Mais en

réalité les choses se passeront parfois autrement. Inspiré par le désir de travailler au bien public, guidé par un patriotisme clairvoyant, conscient de sa valeur personnelle, il préconisera certaines solutions et encouragera ses ministres à les faire prévaloir. Et cette immixtion sera d'autant mieux acceptée par le Parlement, les ministres et le Peuple, qu'elle se fera moins sentir, qu'elle ne se manifestera apparemment que sous la forme de sages exhortations et que, surtout, le succès en sera le couronnement. Ainsi, vis à vis du Souverain, les règles étroites de la théorie constitutionnelle se relâcheront de leur rigueur ou se rétréciront davantage, selon qu'il apparaîtra ou non aux yeux de l'Angleterre et du Parlement qui en émane, comme un grand Roi heureux dans ses entreprises.

Mais, pour ne pas éveiller les susceptibilités du peuple et éviter les froissements qui sont le prélude de la désaffection, le Souverain devra, après avoir pris la mesure de ses forces, agir avec prudence et limiter son intervention aux seules questions vitales, essentielles pour le pays. Dans la généralité des cas, la Constitution reprendra sur lui son empire et le Roi ne sera que l'agent ponctuel de son exécution. Il s'abstiendra surtout de se mêler aux luttes politiques, observant scrupuleusement, en dépit de ses préférences intimes, la plus stricte neutralité à l'égard des partis aux prises dans l'arène.

Dans son remarquable ouvrage sur le Gouvernement

et le Parlement Britanniques, M. de Franqueville a tracé de ce monarque idéal et rêvé un magistral portrait. La page est à citer en entier :

« Au temps de la Chevalerie, le Roi assistait aux  
« tournois, jugeait les coups et contemplait la lutte  
« jusqu'au moment où son intervention paraissait  
« nécessaire pour calmer l'ardeur trop vive des com-  
« battants et éviter une inutile effusion de sang. Il  
« jetait alors dans l'arène son bâton de commandement  
« et le combat cessait aussitôt. Ce rôle de médiateur  
« suprême n'est pas moins utile dans la lutte souvent  
« passionnée des partis. Lorsque des coups ont été  
« portés et reçus, lorsque l'avantage s'est nettement  
« dessiné, il importe qu'un signe, dont l'autorité ne se  
« discute pas, arrête le vainqueur et l'empêche de  
« donner au vaincu le coup de grâce. Il faut qu'une  
« voix puisse s'élever pour rappeler qu'au-dessus des  
« intérêts de parti, il en est un autre, plus auguste et  
« plus sacré, celui du pays. Le Souverain peut avoir ses  
« secrètes préférences, mais il n'est d'aucun parti. Le  
« vainqueur est son ministre ou l'a jadis été, le vaincu  
« a dirigé les affaires, s'il ne les dirige pas à l'heure  
« actuelle, seul, de son Royaume, le Monarque plane  
« au-dessus de tous.

« Il est le symbole visible de la Nation. Dans ces  
« grandes émotions qui font tressaillir un peuple, dans  
« les heures d'angoisse comme dans les ivresses du  
« triomphe, une voix s'élève et donne une expression

« aux sentiments de tous. C'est l'espérance avec les  
« vœux de l'Angleterre, exprimés au guerrier qui part,  
« c'est la consolation donnée au glorieux vaincu, c'est  
« la récompense offerte, avec les remerciements de la  
« race Britannique toute entière, au vainqueur qui a  
« bien mérité de la Patrie ; c'est l'encouragement dans  
« une calamité publique, c'est la sympathie dans une  
« grande douleur. Tout ce que sent le cœur de la Nation,  
« c'est la bouche du Souverain qui l'exprime. » (1)

Il n'est pas possible de mettre en relief avec plus de saisissante vigueur et de sentiment prophétique la figure du Souverain idéal.

Ce prince restera sans doute le Représentant de la Nation, le Détenteur de l'autorité exécutive, le gardien de la Constitution, l'organe respectueux de la Loi, le Principe même de tout pouvoir. Mais quelque chose de moins officiel et de plus humain tempèrera la majestueuse sévérité de ses traits. Appartenant à son temps, il ira vers les Petits, les Humbles, avec une paternelle sollicitude. Son âme se penchera affectueusement sur celle du Peuple, au point d'en sentir tous les battements et de ne former avec elle qu'un seul organisme moral, palpitant de la même vie et des mêmes espérances. Bien que se rattachant au Passé par l'origine et la nature de son pouvoir, comme par

---

(1) M. de Franqueville, Tome 1, page 319.

la pompe de sa cour et l'hérédité de son trône, il ne répudiera de parti pris aucune des idées et des aspirations modernes. Le besoin inné dans les masses populaires de plus de liberté politique, de justice sociale et de solidarité humaine trouvera dans son cœur un écho puissant. Et c'est ainsi que l'Angleterre aura à sa tête, non pas un chef poursuivant des desseins personnels ou des ambitions oppressives, mais un Promoteur, un Pilote, dont la main, à la fois douce et ferme, sans s'écarter des limites constitutionnelles, orientera la marche de ses destinées vers le Progrès sous toutes ses formes et lui ouvrira le seuil des Temps nouveaux.

FIN.

*Vu, le Président de la thèse :*  
M. MOYE.

Montpellier, le 21 Mai 1908.  
*Le doyen de la Faculté de droit,*  
VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :  
Montpellier, le 22 mai 1908.  
*Le Recteur,*  
CH. BENOIST.

## TABLE DES MATIÈRES

---

### INTRODUCTION

#### Les Origines de la Monarchie Anglaise

|                                                |    |
|------------------------------------------------|----|
| La Monarchie Anglaise.....                     | 8  |
| Ses origines .....                             | 9  |
| Système gouvernemental Anglo-Saxon.....        | 10 |
| Le Roi.....                                    | 13 |
| Les Wittans.....                               | 14 |
| L'autorité royale.....                         | 14 |
| Le Pouvoir de la Couronne.....                 | 15 |
| Organisation Normande.....                     | 16 |
| Conseillers de la Couronne.....                | 16 |
| Conseil du Roi .....                           | 17 |
| Conseil ordinaire.....                         | 17 |
| Le Conseil permanent.....                      | 17 |
| La curia regis ou aula regis.....              | 18 |
| Le Roi parvenu à l'apogée de sa puissance..... | 20 |

### PREMIÈRE PARTIE

#### Les différents stades de la déchéance des Pouvoirs de la Couronne en Angleterre

|                                          |    |
|------------------------------------------|----|
| La Grande Charte de 1215.....            | 24 |
| La première Révolution d'Angleterre..... | 31 |
| La Révolution de 1688.....               | 39 |
| Le Parlementarisme.....                  | 46 |

## DEUXIÈME PARTIE

### Limitation des Pouvoirs de la Couronne

|                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------|----|
| La Constitution Britannique.....                              | 53 |
| Complexité inhérente à sa nature.....                         | 54 |
| Loi écrite.....                                               | 56 |
| Loi coutumière.....                                           | 57 |
| Usages.....                                                   | 59 |
| Limitations résultant : 1 <sup>o</sup> de la Grande Charte... | 62 |
| 2 <sup>o</sup> de la première Révolution d'Angleterre.....    | 66 |
| 3 <sup>o</sup> de la Révolution de 1688.....                  | 70 |
| Le Gouvernement de Cabinet.....                               | 74 |

## TROISIÈME PARTIE

### Les Pouvoirs actuels du Souverain

|                                                  |     |
|--------------------------------------------------|-----|
| Le Souverain.....                                | 81  |
| Hérédité de la Couronne.....                     | 82  |
| Suprématie du Souverain.....                     | 83  |
| Irresponsabilité personnelle.....                | 84  |
| Responsabilité des Ministres.....                | 85  |
| Droits personnels du Souverain.....              | 86  |
| Rôle des derniers Souverains.....                | 87  |
| Le Couronnement.....                             | 92  |
| Le Serment.....                                  | 92  |
| La prérogative royale.....                       | 96  |
| Le Souverain, source de justice.....             | 97  |
| Le Souverain, source des grâces et des honneurs. | 98  |
| Le Souverain, chef de l'Eglise.....              | 99  |
| Le Souverain, chef de l'Etat.....                | 100 |
| Le Commandement de l'armée.....                  | 101 |
| Le Commandement des Flottes.....                 | 102 |

|                                               |     |
|-----------------------------------------------|-----|
| L'Administration générale.....                | 103 |
| Rôle du Roi dans la politique extérieure..... | 104 |
| Personnalité du Monarque.....                 | 104 |
| Le Souverain en Parlement.....                | 105 |
| Constitution du Parlement.....                | 106 |
| Convocation des Chambres.....                 | 106 |
| Délibération des deux assemblées.....         | 106 |
| Approbation des lois.....                     | 107 |
| Prorogation et dissolution du Parlement.....  | 108 |
| Rôle actuel du Monarque.....                  | 110 |

## CONCLUSION

### **Le Souverain Anglais de nos jours et son influence probable dans l'avenir**

|                                                       |     |
|-------------------------------------------------------|-----|
| Le Souverain Anglais.....                             | 117 |
| La politique de l'Angleterre dans les temps modernes. | 118 |
| Son rôle dans le concert des nations européennes.     | 119 |
| Influence du Souverain Anglais de nos jours.....      | 122 |
| Son influence probable dans l'avenir.....             | 129 |



## BIBLIOGRAPHIE

---

**Anson.** — *Loi et pratique constitutionnelle de l'Angleterre* (trad. Gaudilhon), 2 vol. (1903-1905).

**Bagehot.** — *La Constitution anglaise* (trad. Gaulhiac), 1 vol. (1869). *Law of the Constitution*.

**Dicey.** — *Introduction à l'étude du droit constitutionnel* (trad. Batut et Jèze), (1902).

**Blackstone.** — *Commentaires sur les lois de l'Angleterre* (trad. Chompré), 6 vol. (1822-1823).

**Freemann.** — *Le développement de la constitution anglaise* (trad. Dehaye), (1877).

**Gneist.** — *La constitution communale de l'Angleterre, son histoire, son état actuel ou self government* (trad. par Hippert), (1867-1870), 3 tomes reliés en 3 vol.

**Hallam.** — *The constitutional History of England* (1896), 3 vol.

**Macaulay.** — *Histoire d'Angleterre depuis l'avènement de Jacques II* (trad. par de Montégut), 2 vol. (1864).

— *Essai sur l'Histoire d'Angleterre* (trad. par Guizot), Paris (1864).

**De Bonnechose.** — *Histoire d'Angleterre jusqu'à l'époque de la Révolution française*, Paris, Didier (1859), 4 vol.

**Glaßon.** — *Histoire du droit et des institutions civiles, politiques et judiciaires de l'Angleterre*, Paris (1882-83), 6 vol.

**Faine.** — *Histoire de la littérature anglaise*, 5 vol., Hachette (1882).

**Reynald.** — *Histoire de l'Angleterre depuis la mort de la Reine Anne*, 1 vol. Paris (1875).

**John Richard Green.** — *Histoire du peuple anglais* (trad. par Monod), 4 vol. (1877).

**Esmeyn.** — *Eléments de Droit constitutionnel*, 1 vol. (1906).

**A. Todd.** — *Le Gouvernement parlementaire en Angleterre* (trad. sur l'édition de Walpole par Boucard et Jèze), 2 vol., Paris (1900).

**De Franqueville.** — *Le Gouvernement et le Parlement Britanniques*, 3 vol. (1887).

**Dickinson.** — *Le développement du Parlement pendant le xiv<sup>e</sup> siècle*, traduit par Deslandres, 1 vol., Paris (1906).

**Boutmy.** — *Essai d'une psychologie du peuple anglais au xix<sup>e</sup> siècle*, Paris (1901).

— *Etudes de Droit constitutionnel*, Paris, Plon (1885).

— *Le développement de la constitution et de la société politique en Angleterre*, Paris, Colin (1897).

**Léon Faucher.** — *Etudes sur l'Angleterre*, 2 vol. (1856).

**Roussel.** — *La Grande Charte ou l'établissement du gouvernement constitutionnel en Angleterre*, revu par Guizot, Paris, Hachette (1853).

**J. Barthélemy.** — *L'introduction du régime parlementaire en France*, 1 vol.

**Jacques Bardoux.** — *La Reine Victoria, d'après sa correspondance inédite*, 3 vol. Paris, Hachette (1907).

**Fornightly Review** (numéro de mars 1908). — *The future of Kingship*.









